

EXPORTATION DE GAZ VERS L'EUROPE **L'Algérie conforte sa position**

Selon les dernières données rapportées par le site spécialisé « Energie », au premier trimestre de cette année, l'Algérie a consolidé sa position en tant qu'un des principaux fournisseur de GNL à l'Europe, enregistrant une augmentation significative de 12% par rapport à l'année précédente. Et ce, malgré une baisse des importations de GNL en Europe de 12,6%, atteignant 30,42 millions de tonnes au premier trimestre de 2024, par rapport à la même période en 2023. P 3



PROJET DU COMPLEXE
SIDÉRURGIQUE DE BÉCHAR
**Lancement des travaux
avant fin avril**



La date officielle du début des travaux de construction du projet de complexe sidérurgique, dans la nouvelle zone industrielle Toumiat, a été fixée à fin avril. Situé à 40 km au nord de Béchar, sur une superficie de 3 000 hectares pouvant être agrandie.

P 3

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE
**Le CEREFE recommande
le recours à la
climatisation au gaz
naturel**

Le Commissariat aux Energies Renouvelables et à l'Efficacité Énergétique (CEREFE) suggère l'utilisation d'une nouvelle solution innovante de climatisation utilisant le gaz naturel, permettant des économies d'énergie allant jusqu'à 90 %.

P 4

PRODUITS DE LARGE
CONSOMMATION
**Nouveau dispositif de
compensation des frais de
transport vers les wilayas
du Sud**

Un nouveau dispositif de compensation des frais de transport induits par l'approvisionnement en produits de large consommation des wilayas du Sud a été instauré en vertu d'un décret exécutif publié dans le Journal officiel (JO) n23.

P 5

LUTTE ANTI-INCENDIE

**Réception
de 3 nouveaux avions** P 2

TRANSACTIONS EN LIGNE

**Algérie Poste conseille
à la prudence** P 4

FAO

**«L'indice
des prix alimentaires
en hausse»** P 5

LUTTE
ANTI-INCENDIE
**Réception
de 3 nouveaux
avions**

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahmi Merad, s'est rendu, ce samedi, au siège de l'Unité centrale de la protection civile "Zemerli". Le ministre a révélé que trois nouveaux avions de lutte contre les incendies ont été reçus, en attendant l'arrivée d'autres prochainement. Le ministre a également écouté une présentation sur le plan de lutte contre les incendies au niveau de la wilaya et les préparatifs en cours pour la saison estivale. Le communiqué précise que la Protection civile d'Alger sera soutenue par la construction de cinq unités à Ben Aknoun, la Cité Bridja à Staoueli, Baba Hssan, Belouizdad et Sidi Abdallah.

FAO
**«L'indice
des prix
alimentaires en
hausse»**

L'indice des prix alimentaires mondiaux, établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a augmenté en mars par rapport à son plus bas niveau depuis trois ans, sous l'effet de la hausse des prix des huiles végétales, de la viande et des produits laitiers. L'organisation a déclaré que son indice des prix, qui mesure l'évolution des prix des matières premières alimentaires les plus échangées au monde, a enregistré une moyenne de 118,3 points en mars, en hausse par rapport au niveau moyen de 117 points du mois précédent. Le chiffre de février était le plus bas depuis février 2021 et représentait la septième baisse mensuelle consécutive.

CAUSE PALESTINIENNE

Mahmoud Abbas en visite en Algérie après l'Aïd El-Fitr

Mahmoud Abbas effectuera une visite officielle en Algérie courant de ce mois d'avril, après l'Aïd El-Fitr. Cette visite a été convenue lors d'un entretien téléphonique qui a réuni le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, et le président de l'autorité palestinienne.

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, un appel téléphonique de son frère Mahmoud Abbas, président de l'État palestinien occupé », indique le communiqué de la Présidence de la République. « Ce dernier, poursuit le document, a exprimé sa gratitude et ses remerciements à l'Algérie, président, peuple et État, pour toutes ses initiatives en faveur de la cause palestinienne, notamment la récente résolution de l'ONU ». « Pour sa part, le président de la République a réaffirmé la fermeté des positions de l'Algérie et son soutien constant à tous les efforts internationaux visant à rétablir la justice et à permettre au peuple palestinien frère de recouvrer ses droits légitimes », lit-on encore. Enfin, la Présidence a fait savoir que les deux Chefs d'État ont convenu d'une visite de Mahmoud Abbas et de son ministre des Affaires étrangères palestiniens en



Algérie après l'Aïd al-Fitr, soit après le 10 avril prochain. L'Algérie réaffirme sa solidarité avec le peuple palestinien D'un autre côté, l'Algérie, à travers un communiqué du ministère des Affaires étrangères publié lundi 1^{er} avril, a réaffirmé sa solidarité avec le peuple palestinien dans sa résistance à l'armée d'occu-

pation israélienne, lui assurant son soutien ferme et indéfectible. « L'Algérie, souligne le document, réaffirme sa solidarité indéfectible avec le peuple palestinien dans sa résistance héroïque et ses sacrifices incommensurables face à l'une des armées les plus barbares, à son arsenal militaire et à sa politique expansionniste coloniale ». « L'Algérie réaffirme son soutien ferme et indéfectible au peuple palestinien dans cette épreuve et dans la défense de sa terre, de sa dignité et de son droit à l'établissement d'un État indépendant sur l'ensemble de ses territoires et avec El Qods pour capitale », conclut le communiqué. Du reste, l'Algérie a envoyé ce lundi, vers la bande de Gaza, deux avions des Forces aériennes de l'ANP chargés de 168 tonnes d'aides humanitaires (denrées alimentaires, médicaments, matériel médical...). Une opération qui traduit l'engagement sans réserve de l'Algérie en faveur du peuple palestinien.

DIPLOMATIE

L'ambassadeur du Niger à Alger convoqué au ministère des Affaires étrangères

L'ambassadeur de la République du Niger à Alger, M. Aminou Malam Manzo, a été convoqué, jeudi, au siège du ministère des Affaires étrangères (MAE) où il a été reçu par la Directrice générale Afrique, Mme Selma Malika Haddadi, indique samedi un communiqué du MAE. Cette rencontre "a porté essentiellement sur la coopération

entre les deux pays en matière de rapatriement des ressortissants nigériens séjournant de manière irrégulière sur le territoire algérien", précise la même source, relevant que "cette coopération a fait l'objet de la part des autorités nigériennes de certains jugements que la partie algérienne estime sans fondements". "Il a été rappelé à l'ambassa-

deur de la République du Niger l'existence d'un cadre bilatéral dédié à cette problématique. De même, il lui a été indiqué que ce cadre doit demeurer le lieu privilégié de discussion et de traitement de toutes les données et de tous les développements liés à cette problématique", note le communiqué. Par la même occasion, "il a été réitéré à l'attention de l'ambas-

sadeur de la République du Niger le ferme attachement de l'Algérie aux règles essentielles de bon voisinage et sa volonté de poursuivre la coordination avec le Niger sur cette question concernant les flux migratoires et sur toute autre question, dans le respect mutuel et sur la base des valeurs de coopération, de confiance et de solidarité", conclut le communiqué.

COURS DE CHANGE BANQUE

Les devises sont-elles en hausse ce 7 avril ?

Les dernières données de la Banque d'Algérie, du 4 au 8 avril 2024, dévoilent les taux de change en vigueur sur le marché officiel, tandis que le marché informel continue de jouer sa propre mélodie financière, creusant de plus en plus les écarts entre les deux marchés de change. L'euro, monnaie de référence à l'échelle internationale, maintient sa position

sur le marché officiel de la Banque d'Algérie, avec un taux s'élevant à 145.89 dinars algériens pour l'achat et à 145.96 dinars algériens pour la vente. Cependant, sur le marché noir, la valeur de l'euro atteint des sommets vertigineux, grimpant jusqu'à 238.00 dinars algériens à l'achat et 240.00 dinars algériens à la vente. Dans cette valse monétaire, le dollar américain conserve sa stabilité. Sur le

marché officiel de la Banque d'Algérie, le dollar s'échange à 134.41 dinars algériens pour l'achat et à 134.42 dinars algériens pour la vente. En revanche, au Square Port Saïd d'Alger, le dollar américain présente une autre dynamique, avec des taux de change sensiblement différents, atteignant 221.00 dinars algériens pour l'achat et 223.00 dinars algériens pour la vente. La livre sterling britannique maintient

également sa présence sur le marché officiel, affichant un taux d'achat de 170.18 dinars algériens et un taux de vente de 170.24 dinars algériens. Néanmoins, sur le marché parallèle, la livre sterling révèle des taux de conversion impressionnants, atteignant jusqu'à 275.00 dinars algériens pour l'achat et 277.00 dinars algériens pour la vente.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Saïd , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

EXPORTATION DE GAZ VERS L'EUROPE

L'Algérie conforte sa position

Selon les dernières données rapportées par le site spécialisé « Energie », au premier trimestre de cette année, l'Algérie a consolidé sa position en tant qu'un des principaux fournisseur de GNL à l'Europe, enregistrant une augmentation significative de 12% par rapport à l'année précédente. Et ce, malgré une baisse des importations de GNL en Europe de 12,6%, atteignant 30,42 millions de tonnes au premier trimestre de 2024, par rapport à la même période en 2023.

Par Réda Hadi

Avec les évènements récents, l'Algérie veut se placer en fournisseur essentiel de gaz naturel, particulièrement pour l'Europe, qui cherche à réduire sa dépendance à l'égard de la Russie. Alors que les pays européens tentent de se sevrer de l'énergie russe, l'Algérie s'est imposée comme le deuxième fournisseur de gaz par gazoduc du continent, en 2023, après la Norvège. Elle est le premier fournisseur de gaz de l'Espagne et de l'Italie. Selon la revue spécialisée « Energie » les États-Unis ont dominé la liste des principaux exportateurs de GNL vers l'Europe, avec une augmentation de leurs exportations de 2,6% pour atteindre 15,35 millions de tonnes, représentant ainsi 50,5% des importations totales du continent au premier trimestre de 2024. La Russie est arrivée en deuxième position, avec une augmentation de ses exportations de 4% pour atteindre 5,06 millions de tonnes, équivalant à 16,6% des importations totales de GNL en Europe au premier trimestre de 2024.

L'Algérie et le renforcement de sa position sur le marché européen

L'Algérie s'est classée troisième parmi les



principaux exportateurs de GNL vers l'Europe au premier trimestre de 2024, avec une augmentation de ses exportations de 12% pour atteindre 3,01 millions de tonnes, représentant ainsi 9,9% des importations totales du continent. La Norvège s'est classée cinquième parmi les principaux exportateurs de GNL vers l'Europe, avec une augmentation remarquable de ses exportations de 19% pour atteindre 1,25 million de tonnes, représentant 4,1% des importations totales du

continent.

Pour conclure, le premier trimestre de 2024 a été marqué par des changements significatifs dans le paysage des exportations de GNL vers l'Europe. L'Algérie maintient sa position dominante, tandis que les États-Unis continuent de renforcer leur présence sur le marché européen. Il faut préciser que depuis le dernier sommet du GECF (forum des pays exportateurs de gaz) qui s'est tenu à Alger, l'Algérie veut finaliser des contrats à long terme qui assureront la sécurité pour l'avenir, tout en cherchant à renforcer son statut de pays producteur crédible et sérieux. Selon les propos du premier responsable de la Sonatrach en l'occurrence, son PDG, 34,9 milliards de mètres cubes (m3) de gaz naturel ont été exportés par l'Algérie vers le marché européen. Ces volumes ont été réalisés à travers les deux gazoducs d'exportation vers l'Europe dont 26,2 milliards de m3 vers l'Italie, à travers le gazoduc transcontinental Enrico Mattéi, et 8,7 milliards de m3 vers l'Espagne, à travers le Medgaz. Pour beaucoup d'analystes, l'Algérie devrait conserver son statut d'important fournisseur de gaz naturel du marché européen, tant par le biais des exportations via gazoducs que par le gaz naturel liquéfié (GNL), jusqu'à 2050.

PROJET DU COMPLEXE SIDÉRURGIQUE DE BÉCHAR

Lancement des travaux avant fin avril

La date officielle du début des travaux de construction du projet de complexe sidérurgique, dans la nouvelle zone industrielle Toumiat, a été fixée à fin avril. Situé à 40 km au nord de Béchar, sur une superficie de 3 000 hectares pouvant être agrandie. Le wali de Bechar a accepté, lors d'une réunion technique avec Reda Belhadj, directeur général adjoint de la Société nationale de fer et de l'acier (FERAAL), ainsi qu'avec Ramzi Azzi, directeur du suivi du commerce extérieur et des investissements de la société Tosyali Algérie, outre le président du Bureau et des représentants des institutions chinoises en charge de terminer la première unité du complexe, de mettre la touche finale et de passer à la vitesse maximale pour démarrer les travaux du complexe sidérurgique. Planifié et dirigé pour évaluer l'immense projet d'exploitation du minerai de fer du géant minier Gara Djebilet. Des échanges ont eu lieu entre les par-

ties concernées par le dossier du projet lors d'une réunion technique, dans le cadre des efforts de l'Etat pour achever les procédures préparatoires particulières, avec le lancement des travaux de cet important projet industriel, qui assurera un soutien important au développement économique et social des villes du sud-ouest du pays. Cette réunion, qui précède le démarrage des travaux de construction du complexe dans les prochains jours, intervient après la visite de terrain effectuée par le Comité Technique présidé par le wali de Bechar, pour connaître les installations vitales disponibles à « Toumiat », notamment l'eau, l'électricité et le gaz, en plus de l'implantation stratégique de la zone industrielle jouxtant la route nationale n°06 et la voie ferrée, qui relie le géant minier Gara Djebilet à Béchar. Lors de cette rencontre, le wali a souligné la grande importance que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, attache à ce projet stratégique

prometteur, en raison de ses énormes retombées économiques. Il permettra, dans sa première phase de convertir 2 millions de tonnes de minerai de fer en 1 million de tonnes de fer concentré, et au cours de la deuxième phase, la conversion de 20 millions de tonnes de minerai de fer en 10 millions de tonnes de fer concentré. Il convient de noter que le coût financier de ce projet a été fixé à 1 milliard de dollars et que sa réalisation a été confiée au conglomérat chinois (CMSH), qui comprend trois sociétés, en partenariat avec la Société nationale du fer et de l'acier (FERAAL). Le projet sera orienté vers la production de voies ferrées et de structures métalliques, et comprendra également plusieurs unités de traitement et de conversion du fer, ainsi qu'une unité de production de véhicules pour transporter les ressources en fer de la mine de Gara Djebilet vers Béchar et vers le complexe sidérurgique de Bethioua, à l'est d'Oran

COSOB

Création au registre du commerce du code d'activité

Conformément à l'arrêté du ministre des finances, la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse annonce la création au registre du commerce du code d'activité 212.612 pour exercer l'activité du conseiller en investissement participatif, conformément à l'arrêté du ministre des finances daté du 04 septembre 2023 qui comprend l'approbation du Règlement de la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse n° 23-01 du 12 avril 2023, et qui précise les conditions d'agrément et d'exercice des conseillers en investissement participatif. L'activité principale du conseiller en investissement participatif est de créer et de gérer des plateformes de conseil en ligne dans le domaine de l'investissement participatif, et d'investir des fonds publics dans des projets d'investissement participatif.

DURANT LES JOURS DE L'AID Naftal assure de la disponibilité des carburants

La société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) a indiqué, ce dimanche dans un communiqué, que la distribution des produits pétroliers sera assurée sur l'ensemble de son réseau à travers le territoire national durant la fête de l'Aïd El-Fitr et que les stations-service peuvent être géo-localisées via l'application "Naftal khadamat". "Naftal informe son aimable clientèle que, durant les fêtes de Aïd El Fitr et à l'instar des autres jours de l'année, la distribution des produits pétroliers sera assurée sur l'ensemble de son réseau stations-service et de ses points de vente 24h/24h et à travers l'ensemble du territoire national", a précisé le communiqué. La même société informe, également, ses utilisateurs détenteurs de carte de paiement électronique interbancaire "CIB et/ou Dahabia" qu'ils peuvent effectuer leurs paiements auprès de plus de 400 stations-service Naftal localisables via une recherche rapide via son application Naftal khadamat.

POUR L'AÏD EL-FITR
Nouveau geste de
solidarité de l'Algérie
aux enfants de Gaza

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a supervisé la remise d'un don de vêtements de l'Aïd au Croissant-Rouge algérien, destiné aux enfants de Gaza, ainsi qu'aux nécessiteux et aux orphelins en Algérie, au Palais des Expositions d'Alger. Le ministère du Commerce a expliqué, dans un communiqué, que par solidarité avec le peuple palestinien de Gaza, le ministre du Commerce Tayeb Zitouni a supervisé cet après-midi, en compagnie du secrétaire général de l'Union des commerçants et artisans algériens, Issam Badrisi, la remise de 90 000 tenues, dont une partie sera envoyée aux enfants de Gaza et le reste sera distribué aux nécessiteux et aux orphelins en Algérie. Cette action témoigne de l'importance de l'aide humanitaire internationale, particulièrement dans des régions comme Gaza, où les conditions de vie sont souvent difficiles en raison des conflits et des difficultés économiques. La contribution du ministère du Commerce et de ses partenaires locaux en Algérie apporte un soutien tangible aux enfants et aux familles dans le besoin. Pour les bénéficiaires de ces dons, qu'ils soient à Gaza ou en Algérie, ces vêtements représentent bien plus que des articles matériels. Ils symbolisent un soutien moral et une solidarité internationale, renforçant ainsi les liens entre les peuples et les nations.

Plus de 24 000 femmes
et enfants tués à Gaza

Plus de 24 000 femmes et enfants palestiniens sont morts en martyrs dans la guerre génocidaire sioniste contre la bande de Gaza, qui se poursuit depuis six mois, indique mercredi le Bureau des médias dans l'enclave palestinienne. L'armée israélienne « a commis 2 922 massacres dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023 », a rapporté la même source, ajoutant que ces massacres ont coûté la vie à « 24 60 femmes et enfants palestiniens ». Le communiqué souligne également que « 7 000 personnes étaient sous les décombres ou portées disparues et que 73% des personnes exposées aux attaques sionistes étaient des femmes et des enfants ». Aussi, 30 enfants ont perdu la vie à cause de la malnutrition et de la déshydratation à Gaza. Dans le communiqué, il est indiqué en outre que l'armée sioniste a attaqué Gaza avec « plus de 70 000 tonnes d'explosifs depuis le 7 octobre, et 484 agents de santé et 65 officiers de la défense civile ont perdu la vie dans les attaques ». Selon la source, le nombre de blessés dont la vie est en danger et qui doivent être soignés à l'étranger s'élève à « 11 000, et 10 000 patients atteints de cancer risquent de mourir en raison de soins de santé inadéquats ». Soulignant la situation inhumaine dans les centres d'hébergement surpeuplés où se sont réfugiés les Palestiniens déplacés, le Bureau signale « plus de 8 000 cas d'hépatite A à la suite du déplacement ». Pour conclure, le communiqué souligne que « la vie de 60 000 femmes enceintes à Gaza est en danger faute de soins et que 350 000 personnes souffrent de maladies chroniques en raison d'un manque de médicaments ».

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Le CEREFÉ recommande le recours
à la climatisation au gaz naturel

Le Commissariat aux Energies Renouvelables et à l'Efficacité Énergétique (CEREFÉ) suggère l'utilisation d'une nouvelle solution innovante de climatisation utilisant le gaz naturel, permettant des économies d'énergie allant jusqu'à 90 %. Dans un communiqué publié samedi, le CEREFÉ recommande de mettre en place dans le cadre du Programme national de maîtrise de l'énergie, des mécanismes incitatifs appropriés pour susciter la demande et promouvoir l'utilisation de la climatisation au gaz naturel "GHP" (Gas Heat Pump) en Algérie, notamment dans le secteur tertiaire, à travers des mesures fiscales et parafiscales et un régime de subvention dédié. L'institution explique cette initiative par l'abondance des ressources en gaz naturel, soulignant que "la climatisation au gaz naturel a déjà fait ses preuves dans notre pays avec plus de 350 installations réussies dans divers secteurs tels que l'hôtellerie, les cliniques, les administrations et les banques". "Des économies substantielles jusqu'à 90 % ont pu être atteintes sur la facture

d'énergie des secteurs utilisateurs, démontrant ainsi le potentiel financier considérable de cette technologie et renforçant ainsi son attrait économique", affirme la même source. De plus, le potentiel d'économie d'énergie et l'efficacité de ces procédés a pu être confirmé à travers les visites des experts du CEREFÉ dans les lieux où les équipements de climatisation à gaz ont été installés. En amont, la climatisation alimentée au gaz naturel présente également "un avantage majeur" en termes d'économie de gaz naturel, indique le CEREFÉ, précisant que "grâce à son efficacité énergétique accrue, elle peut permettre des économies significatives sur la consommation de gaz naturel, contribuant ainsi à une utilisation plus efficiente des ressources énergétiques du pays". En utilisant une combinaison innovante de technologies, ce type de climatisation permet de fournir chauffage, refroidissement et eau chaude sanitaire "de manière efficace et économique", assure le CEREFÉ. "Son fonctionnement, basé sur la récupération de chaleur à partir de sources

naturelles +l'air+ et son couplage avec une source d'énergie primaire, le gaz naturel, GPL ou l'hydrogène en font une solution à la fois fiable et respectueuse de l'environnement", fait-il savoir. Selon le CEREFÉ, dans l'attente du développement et la maturité technologique des systèmes de climatisation à base d'énergie renouvelable et solaire en particulier, cette solution innovante permet non seulement de réduire la dépendance à la climatisation électrique, mais également d'atténuer les pics de demande électrique en été, contribuant ainsi à stabiliser le réseau électrique. A noter que ces recommandations font suite à une étude réalisée par le CEREFÉ sur le potentiel national en matière d'utilisation de la climatisation au gaz naturel, en s'appuyant sur une série de visites sur l'ensemble du territoire national, qui ont permis de dresser un premier bilan des installations réalisées en Algérie, et ce, dans le cadre de la démarche globale du Commissariat à l'égard de l'évaluation des projets d'efficacité énergétique réalisés en Algérie.

TRANSACTIONS EN LIGNE

Algérie Poste conseille à la prudence

Algérie Poste a récemment publié un avertissement à l'attention de ses clients, les incitant à la prudence lorsqu'ils reçoivent des courts messages qui semblent émaner de l'entreprise. Ces messages pourraient être des tentatives de phishing visant à tromper les destinataires pour qu'ils révèlent des informations personnelles ou financières. L'entreprise souligne l'importance de vérifier l'authenticité des transactions financières en ligne. Elle recommande d'utiliser l'application ECCP pour consulter le nouveau solde et confirmer la légitimité des transactions, une étape cruciale pour se protéger contre la fraude et le vol d'identité. Algérie Poste rappelle à ses clients que la vigilance est leur meilleure défense contre les escroqueries en ligne. En vérifiant systématiquement les transactions et en se méfiant des messages suspects, les clients peuvent contribuer à sécuriser leurs finances et leurs informations personnelles. Algérie poste incite à la prudence face à l'augmentation des Phishing Rappelons que, le 27 mars 2024, Algérie Poste a émis un communiqué urgent, exhortant ses clients à exercer une extrême prudence face aux liens douteux partagés sur les réseaux sociaux, en particulier via WhatsApp. L'entreprise avertit que des fraudeurs se faisant passer pour Algérie Poste propagent activement des liens trompeurs. Ces derniers prétendent offrir des récompenses alléchantes à travers des jeux et concours inexistantes. Dans le sillage d'une augmentation alarmante des campagnes de phishing, Algérie Poste renouvelle son appel à la vigilance. Cet avertissement survient dans un climat d'inquiétude croissante

dû à l'escalade des attaques informatiques et des escroqueries en ligne.

Récemment, Naftal, une autre grande société algérienne, a également alerté ses clients sur des

fraudes similaires, soulignant une menace commune dans le paysage numérique actuel.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 04 افريل 2024 الموافق لـ 25 رمضان 1445
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Avril 2024 (le 25 Ramadan 1445)

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg	دج / كغ	معدل	أعلى	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	82	94	70	البطاطا	خضـر طازجة
	Tomate	92	104	80	الطماطم	
	Oignon sec	86	94	79	البصل الجاف	
	Ail sec	487	561	413	الثوم الجاف	
	Carotte	74	84	64	الجزر	
	Navet	77	86	68	لفت	
	Chou-fleur	83	93	73	قرنبيط	
	Choux	60	68	52	كرنب	
	Courgette	75	84	65	الكوسة	
	Haricot vert	400	430	369	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	105	118	92	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	451	564	338	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	550	677	424	التمر	
	Orange	143	176	110	البرتقال	
	Citron	154	175	134	الليمون	
	Banane	420	434	406	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1706	1824	1588	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	476	489	463	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

PRODUITS/LARGE/CONSOMMATION

Nouveau dispositif de compensation des frais de transport vers les wilayas du Sud

Un nouveau dispositif de compensation des frais de transport induits par l'approvisionnement en produits de large consommation des wilayas du Sud a été instauré en vertu d'un décret exécutif publié dans le Journal officiel (JO) n23.

En vertu de ce décret exécutif n 24-115, signé par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, le 31 mars 2024, il est procédé au remboursement des frais de transport des produits au profit des opérateurs économiques qui exercent l'activité d'approvisionnement, qui doivent assurer uniquement l'approvisionnement des wilayas où ils sont établis.

Ces dispositions concernent les wilayas d'Adrar, Tamanrasset, Tindouf, Illizi, Bechar, Ouargla, El Oued, Ghardaïa, El Bayadh, Naâma, Timimoun, Bordj Badji Mokhtar, Beni Abbès, In Salah, In Guezzam, Tougourt, Djanet, El Meghaïer, et El Meniaâ.

La liste des produits de large consommation éligibles au remboursement des frais de transport dans le cadre de ce décret, est fixée par arrêté conjoint des ministres chargés du commerce et des finances, après consultation des ministères concernés.

Et selon le texte législatif, les produits de large consommation soumis au présent dispositif, sont issus des unités de production, des marchés de gros et des abattoirs agréés et implantés dans les wilayas du Sud concernées ou des wilayas proches, dont la liste est fixée par décision du ministre chargé du commerce en coordination avec le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire.

Le fret et la facturation doivent être effectués dans la même wilaya, tel qu'exigé, également, par le décret.

Il est spécifié, également, dans le texte réglementaire que le remboursement des frais de transport est établi sur la base du programme annuel de transport des produits, au titre de l'approvisionnement des wilayas, élaboré par le



directeur du commerce de la wilaya et approuvé par le wali territorialement compétent, ainsi que sur la base des besoins annuels de financement évalués par le directeur du commerce de wilaya, conformément aux quotas annuels des produits de large consommation pour chaque commune relevant des wilayas concernées.

Les quotas annuels des produits de large consommation, sont déterminés sur la base de la densité de la population et les besoins des habitants de chaque commune relevant de la wilaya concernée par ce dispositif, comme mentionné dans le décret qui stipule que les programmes des besoins annuels élaborés sont transmis au ministre chargé du commerce pour la prise en charge de leur remboursement, précisant qu'un réajustement semestriel peut être effectué, le cas échéant, sur la base des demandes exprimées par les wilayas concernées.

Le directeur du commerce de wilaya est chargé d'élaborer le bilan annuel des réalisations physiques et financières, au titre du remboursement des frais de

transport des produits pour l'approvisionnement des wilayas concernées, qui doit être transmis au ministre chargé du commerce et au ministre des finances, au plus tard, à la fin du premier trimestre de l'année qui suit l'exercice concerné.

Afin de bénéficier du remboursement, les opérateurs économiques doivent présenter des formulaires de demandes de remboursement renseignés et signés par les opérateurs économiques concernés, et visés par le directeur du commerce de wilaya, ainsi que les factures des produits transportés et du procès-verbal de constat de réception des produits.

Les demandes de remboursement des frais de transport des produits liés à l'approvisionnement des wilayas, sont établies sur la base d'un barème fixé par arrêté conjoint des ministres chargés du commerce, des transports et des finances, selon le même décret.

D'autre part, une plate-forme numérique est créée au niveau du ministère du commerce et de la promotion des exportations et reliée aux directions du commerce de wilayas. Elle est dédiée à la numérisation de toutes les procédures relatives aux opérations de remboursement des frais de transport, à partir du dépôt des dossiers par les opérateurs économiques jusqu'au constat des marchandises et remboursement des frais de transport.

Le décret précise que le remboursement des frais de transport des produits aux wilayas du Sud, est pris en charge sur le budget du portefeuille de programmes du ministère du commerce et de la promotion des exportations au lieu du Fonds de compensation des frais de transport.

ABDERRAHMANE HADEF,
EXPERT EN ÉCONOMIE

«Le foncier industriel à travers une nouvelle approche pour un momentum de développement économique »

Une approche qui doit être développée dans le cadre de la vision globale du projet de transformation économique de l'Algérie.

Le foncier industriel est considéré à la fois comme un levier de croissance économique et aussi un instrument d'aménagement du territoire. Accélérer la cadence des investissements productifs passe par la création et la mise à dispositions au profit des opérateurs économiques de foncier industriel aux normes et standards internationaux sous ses différentes formes (Parcs industriels, Zones Franches, Zones d'activité etc) selon les objectifs et les besoins.

Un effort particulier (politique et financier) doit consenti dans la réalisation et l'aménagement de ces zones (en EPC). L'implication du secteur économique sous forme un vrai partenariat public privé (PPP) devient plus qu'impérative.

L'offre en termes de foncier doit être conçue dans approche d'attractivité avec plus de facilité d'accès, un meilleur accompagnement pour l'implantation et de suivi des projets d'investissement.

Ceci implique la mise en place d'une nouvelle organisation et en faisant appel à un savoir-faire spécifique en la matière. Il s'agit d'un métier avec ses propres pratiques et compétences.

Cette organisation donnera vraiment du sens aux efforts de l'Agence Algérienne de Promotion de l'investissement (AAPI Algerian Investment Promotion Agency) pour l'amélioration du parcours de l'investisseur.

Il faut passer vers une démarche proactive passive pour attirer les vrais investissements selon les besoins de l'économie algérienne et faire face à la compétition des autres pays.

L'investissement aujourd'hui répond aux principes du marché et de l'offre et de la demande.

AÏD AL-ADHA 2024

Vers une nouvelle importation prévue ?

À l'approche de l'Aïd al-Adha, prévu pour le 10 juin prochain, le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural algérien se mobilise pour anticiper les besoins croissants en moutons, essentiels pour la célébration de cette fête religieuse majeure.

Selon des sources proches du dossier, une étude est en cours pour évaluer la faisabilité d'importer des têtes de moutons afin de répondre à la demande nationale et de stabiliser les prix sur le marché local.

Cette démarche s'inscrit dans un contexte où l'Algérie fait face à une

baisse notable de son cheptel ovin, estimé à 17 millions de têtes, une situation qui, couplée à l'augmentation constante des prix des moutons lors des précédentes fêtes, a poussé le gouvernement à envisager des solutions alternatives.

L'importation réussie d'environ 30 000 têtes de moutons de Roumanie durant le mois de Ramadan actuel a renforcé la confiance des autorités dans cette stratégie d'approvisionnement externe.

Quelles sont les retombées d'une telle importation ?

L'annonce de cette initiative a été accueillie avec intérêt par la société civile, notamment l'Organisation Algérienne de Défense des Consommateurs, qui a exprimé son soutien à cette mesure. Le 3 avril, l'organisation a officiellement appelé le ministère à prendre des mesures proactives pour contrer la flambée des prix des moutons de l'Aïd, qui pèse lourdement sur le budget des familles algériennes depuis plusieurs années.

Dans un communiqué, l'organisation a proposé l'importation de moutons pour l'Aïd 2024 comme solution viable pour rééquilibrer le marché et rendre les

moutons plus accessibles aux citoyens.

Cette proposition s'aligne sur les efforts conjoints déjà entrepris par le ministère de l'Agriculture et celui du Commerce pour réguler le marché et réduire les prix de la viande durant le Ramadan.

Cette stratégie d'importation, si elle est mise en œuvre, pourrait non seulement garantir la disponibilité des moutons pour l'Aïd al-Adha mais aussi jouer un rôle crucial dans la stabilisation des prix sur le marché local. Toutefois, elle soulève également des questions sur la durabilité à long terme de cette approche et sur les effets potentiels sur les éleveurs locaux.

ALGER

Les projets de
réhabilitation de
la capitale
avancent bien

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a affirmé, à Alger, que les projets de réhabilitation de la capitale, notamment de sa façade maritime, avançaient bien. Lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Alger, accompagné du wali Mohamed Abdenmour Rabehi et de la présidente de l'APW Nadjiba Djilali, M. Merad a précisé que "plusieurs espaces ont été réhabilités pour que la capitale retrouve ses atouts, notamment sa façade maritime, et ce, au titre du plan bleu des services de la wilaya". En marge de sa visite d'inspection des travaux d'aménagement de la façade maritime au niveau de la partie ouest du port d'Alger (la pêche), le ministre de l'Intérieur a souligné que la réhabilitation de la façade maritime était un "projet ambitieux prévoyant, entre autres, l'aménagement des voûtes reliant la Casbah à la Place des Martyrs sur le front de mer". "Ces projets visent à permettre à la capitale de renouer avec sa dimension civilisationnelle, que le colonisateur français a tenté d'effacer en séparant la Casbah de la mer", a-t-il expliqué, ajoutant que "les travaux conçus et réalisés par des Algériens pour y remédier feront de la capitale l'une des plus belles villes en Méditerranée". Au niveau du Centre de commandement et de contrôle de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN), dans la circonscription administrative de Sidi M'Hamed, le ministre a écouté un exposé sur "le plan de désengorgement du trafic routier dans la capitale grâce au système de gestion intelligente des feux tricolores et au système de vidéosurveillance". La phase pilote de l'utilisation du système de gestion intelligente des feux tricolores au niveau de 22 points a "prouvé son efficacité", d'après l'exposé, qui a fait état d'un projet d'"extension du système de vidéosurveillance avec 5.592 caméras de surveillance, en plus des 1.837 déjà opérationnelles, pour assurer une couverture complète de la capitale". M. Merad a fait remarquer que le recours à ces systèmes avait "permis de fluidifier le trafic routier dans la capitale", appelant à "tout mettre en œuvre pour accélérer la cadence de réalisation de ces projets et les étendre aux grandes wilayas".

BLIDA

Renforcement du parc hôtelier
par de nouveaux projets

Le parc hôtelier de Blida sera renforcé par de nouveaux projets de complexes touristiques et sportifs et d'hôtels, actuellement en réalisation à travers la wilaya, et dont la mise en service est de nature à couvrir la demande locale pour ce type de structures, a déclaré, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche.

La wilaya compte de nombreux chantiers de réalisation de complexes touristiques et sportifs, et d'hôtels, de nature à combler le déficit enregistré en la matière, d'autant plus qu'elle accueille annuellement un nombre considérable de visiteurs, entre touristes et hommes d'affaires", a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite d'inspection à Blida. Il a ajouté que cette visite dans la wilaya lui a permis de faire le point sur l'état d'avancement d'un nombre de ces nouveaux projets devant contribuer au renforcement du parc hôtelier local par un nombre considérable de lits, tout en assurant d'autres prestations. M. Didouche a procédé, à l'occasion, à la

pose de la première pierre de réalisation d'un hôtel "5 étoiles", premier du genre à Blida, d'une capacité d'accueil globale de 185 lits, outre un complexe sportif, une aire de jeux pour enfants et un centre commercial. Sur place, le ministre a loué la réalisation de ce projet d'hôtel, implanté sur un grand boulevard reliant le centre-ville à l'autoroute Est-Ouest, de façon à constituer une destination de choix pour les visiteurs de la wilaya, réputée pour être un pôle industriel et touristique. Il s'est, également, enquis de l'état d'avancement du projet du complexe touristique et sportif en réalisation à l'entrée Nord de la ville de Blida. Le projet du complexe englobe des salles de sport, une piscine et des terrains de

jeux, est attendu à la réception à la fin de l'année en cours. Il compte, aussi, un l'hôtel d'une capacité d'accueil de 94 lits et un restaurant, dont la livraison est attendue en 2025. A noter, aussi, le renforcement attendu de la région touristique de Chréa par la mise en service, avant la fin de l'année en cours, d'un nouvel hôtel de 90 lits, doté également d'un restaurant et de locaux commerciaux, selon les explications fournies au ministre sur place. M. Didouche s'est, par ailleurs, rendu dans la région de Hammam Melouane, où il a visité la station thermale et un établissement hôtelier privé, avant une tournée à une exposition artisanale organisée à la maison de l'artisanat d'Ouled Yaich.

SAFEX

L'Auto Expo 2024 de retour du 9 au 15 juillet 2024

La direction de la Société Algérienne des Foires et Exportations "SAFEX" a révélé, le lancement des inscriptions pour une participation au Salon international de l'automobile, qui devrait se tenir du 9 au 15 juillet prochain, dans ses espaces au Pins maritimes. L'administration du Palais des Expositions a confirmé, sur sa page Facebook officielle que cette grande manifestation attire un public de diverses régions du pays, en quête d'un nouveau véhicule. La vingtième édition du Salon Inter-

national de l'Auto devrait se tenir entre le 9 et le 15 juillet 2024 à la Safex, après des années d'absence, en raison du retour de l'activité des concessionnaires automobiles agréés et de la reprise de la commercialisation des véhicules neufs. Cet événement devrait attirer tous les concessionnaires automobiles agréés, dont le nombre au 31 décembre dernier équivalait à 12 concessionnaires de véhicules touristiques et utilitaires, contre 41 concessionnaires de tous types de véhicules, camions, vélos, tracteurs

et autres types. Ces concessionnaires devraient participer à ce salon, en attendant le dévoilement de la nouvelle liste des concessionnaires agréés au cours des trois derniers mois. Il a été décidé de rendre le salon automobile cette fois-ci compte tenu du retour des voitures et des attentes d'un nombre important de véhicules entrant sur le marché algérien dans les semaines à venir, plus accessible. Le retour de l'importation et la relance de la fabrication locale, via

notamment la marque italienne Fiat, ont contribué largement dans le retour de ce salon tant attendu par les amoureux des quatre roues. Enfin, les clients automobiles attendent des réductions importantes lors du salon automobile qui sera organisé cette année au cours de l'été prochain, d'autant plus que les Algériens étaient habitués dans le passé aux plus grosses réductions, aux offres les plus importantes et au dévoilement de nouveaux modèles de véhicules au salon de l'automobile.

ORAN

L'apprentissage de la poterie séduit
les Oranaïses durant le Ramadhan

L'apprentissage de la poterie semble séduire les femmes à Oran, qui sont nombreuses à choisir de se former dans cet art ancestral, au cours du mois de Ramadhan. Le "Yoga des mains" a ainsi convaincu de nombreuses femmes à Oran et ses environs à rejoindre l'atelier de l'Association de promotion de la femme rurale "Main dans la main" à la maison de jeunes de Haï Fellaoucen (ex El-Barki). Plus qu'un simple hobby, ces femmes considèrent la poterie comme un patrimoine culturel à préserver, pérenniser et diffuser, et l'atelier est une opportunité pour elles de découvrir cet art et de façonner divers objets en terre cuite, fréquemment utilisés au cours du mois de Ramadhan, pour ajouter une touche traditionnelle aux tables de l'Iftar. La création de cet atelier visant à pérenniser ce patrimoine est un retour à tout ce qui est naturel, conformément aux vieilles traditions algériennes. "Il s'agit de raviver cet art et de le développer dans la capitale de l'Ouest", a souligné la présidente de cette association, Mme Al-lou Rahou.

Les femmes rejoignent cet atelier avec beaucoup d'enthousiasme, chacune avec une motivation différente, entre celles qui considèrent la poterie comme une simple distraction et d'autres qui la perçoivent comme une potentielle activité commerciale. Les femmes au foyer sont très présentes dans cet atelier. Elles considèrent qu'il est plus sain de recourir aux ustensiles fabriqués en terre cuite dans les usages quotidiens. Les stagiaires, qui viennent de différents coins de la ville, passent de bons moments à façonner la pâte d'argile pour en faire des œuvres d'art, avec une exactitude et une harmonie remarquable. L'ambiance dans l'atelier, au cours de ce mois de Ramadhan est particulière. Les femmes semblent absorbées par des gestes minutieux, rythmés par le mouvement giratoire de la tournette. Le silence et la lumière feutrée des lieux accentuent la dimension spirituelle du mois sacré dans cet espace. Malgré la difficulté de ce travail assidu de la poterie, qui requiert de la patience, de la précision, ainsi qu'une vision artis-

tique, ces femmes semblent tout à fait à l'aise dans ce qu'elles font. Pendant six mois, elles sont encadrées par la présidente de l'association, Mme Rahou, et une autre enseignante, Naïma Bika, dans leur apprentissage pour fabriquer des plats, des vases, et plusieurs autres ustensiles et articles de décoration. Plusieurs types d'argile sont utilisés, la rouge, la jaune et la grise, explique Mme Rahou, ajoutant que la formation est sanctionnée par une attestation. Une formation, quelque soit sa durée, n'est toutefois pas suffisante pour maîtriser la poterie, qui requiert un apprentissage prolongé et une recherche continue dans les méandres de cet art ancestral de tout ce qui est nouveau, pourtant renouvelable et par ailleurs indispensable, estimant quelques stagiaires, considérant la poterie comme une activité créative qui procure beaucoup de plaisir. En plus des femmes, l'atelier de l'association "Main dans la main", donne également des cours de poterie aux écoliers, pendant les vacances scolaires, ainsi qu'aux enfants trisomiques pour les aider à développer leurs capacités.

MONDIALISATION

Comment la sécurité économique est devenue la priorité

Les crises de ces dernières années ont incité les grandes puissances à reléguer au second plan les principes d'ouverture et de libre-échange.

Par Isabelle Bensidoun

Déjà ébranlée à la suite de la crise financière de 2007-2009, la mondialisation a depuis évolué au rythme des prises de conscience que les chocs, qui ont secoué l'économie mondiale depuis 2020, ont déclenché. À cela s'est ajoutée l'impérieuse nécessité de sauver le climat, pour conduire à une mondialisation où les forces de fragmentation deviennent tangibles. Alors que la mondialisation était déjà soumise à une défiance grandissante, la crise sanitaire va venir révéler à tous que les interdépendances nous rendent vulnérables. À partir de là, la question de la sécurité des approvisionnements va peu à peu l'emporter face aux forces, qui prévalaient jusque-là, d'une libéralisation toujours plus poussée des flux commerciaux.

Ce sont d'abord les États qui vont s'en soucier pour les produits stratégiques. Et c'est la découverte pour eux que les chaînes de valeur mondiales sont terriblement opaques et qu'il va falloir les sécuriser quitte à faire revenir sur le sol national, ou en tout cas pas trop loin, la production de certains biens.

Ce sont ensuite les entreprises qui, confrontées aux ruptures d'approvisionnement post-crise sanitaire, vont réaliser que la sécurité doit désormais entrer dans l'équation de leurs coûts. Car dans un monde moins fluide et moins sûr qu'auparavant le moindre coût pour elles n'est plus de rechercher les approvisionnements au plus faible coût car les pertes occasionnées par ces ruptures sont lourdes.

Pour autant jusque-là, même si les préoccupations sur la sécurité économique montaient, la mondialisation n'était pas remise en cause par des prises de position radicales des États.

Un « nouveau consensus de Washington »

Et puis, l'invasion de l'Ukraine par la Russie est venue raviver ces inquiétudes et à nouveau nous montrer, surtout à nous Européens, et en particulier à l'Allemagne, jusque-là très attachée au libre-échange, que les interdépendances nous fragilisent, avec les ruptures d'approvisionnement de gaz et la crise énergétique qui s'est ensuivie. C'est aussi la révélation que le commerce n'empêche pas la guerre, et la crainte que cela se produise en Asie, si la Chine envahissait Taïwan avec des répercussions sur l'économie mondiale qui seraient d'une tout autre ampleur. Aux risques liés aux interdépendances s'ajoutent alors les risques géopolitiques.



Face à cela, ce sont les États-Unis qui vont être les premiers à réagir. En avril 2022, Janet Yellen, secrétaire d'État au Trésor, va populariser la recommandation, issue du rapport sur les chaînes de valeur mondiales remis à l'administration Biden en juin 2021, de renforcer les liens commerciaux avec les alliés, ceux qui partagent les mêmes valeurs. C'est la politique du *friendshoring*, qui anime, depuis lors, la stratégie américaine en matière de politique commerciale.

Et puis en août 2022 c'est l'*Inflation Reduction Act* (IRA), qui vient préciser comment les Américains entendent à la fois lutter contre le dérèglement climatique, et c'est leur grand retour dans ce domaine, mais aussi retrouver la confiance de la classe moyenne et leur puissance dans les industries d'avenir, les industries vertes. C'est aussi le *CHIPS and Science Act*, promulgué le même mois, qui vise à retrouver un *leadership* américain dans l'industrie des semi-conducteurs, ces éléments indispensables aux technologies du futur. C'est enfin en avril 2023, le discours de Jake Sullivan, conseiller à la sécurité de Joe Biden, qui va présenter la cohérence d'ensemble de la démarche américaine : face à un monde qui a déçu, avec son lot d'emplois détruits, de pans de l'industrie qui ont disparu et de technologies d'avenir qui se sont développées en dehors des frontières, plus question, pour faire face aux défis à relever, de s'en remettre aux anciennes recettes. C'est un « nouveau consensus de Washington » qui se dessine et qui se définit en opposition à l'ancien qui faisait de la

libéralisation des forces du marché et du retrait des États sa principale mission. La politique industrielle, décriée pendant des décennies, est le pilier de ce nouveau consensus et la sécurité économique sa motivation. Plus question non plus de s'en remettre aux forces du marché et au libre-échange pour assurer l'avenir.

L'UE dans le même mouvement

C'est l'esprit de l'IRA, qui s'appuie sur des mesures qui vont à l'encontre des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en octroyant des subventions assorties de clauses de contenu local. C'est aussi l'esprit des mesures prises pour « dérisquer » l'économie américaine de celle de la Chine, à savoir la « découpler » dans les technologies à double usage, celles qui pourraient être utilisées à des fins militaires (semi-conducteurs, informatique quantique et intelligence artificielle). Restrictions des exportations, contrôle des investissements sortants ont remplacé dans ces technologies la logique de la libéralisation et des avantages comparatifs.

Si l'Union européenne (UE), de par son ADN plus axé sur la promotion de l'ouverture, se montre moins agressive que les États-Unis, tant dans les discours que dans les mesures prises, elle n'est pas restée en marge de ce mouvement, cherchant elle aussi, dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes, à se protéger des risques, à rester dans la course technologique et ne pas rater le train des industries de demain. Autono-

mie stratégique ouverte, European Chips Act, Pacte vert, Net Zero Industry Act, « dérisquage » et sécurité économique... font désormais partie du logiciel européen.

Quant à la Chine, alors qu'elle a bâti sa puissance sur son insertion internationale mais également sur une politique industrielle très active et qu'elle élabore depuis dix ans, avec son plan « Made in China 2025 », de quoi être moins dépendante de l'étranger, elle ne manque pas une occasion de dénoncer ce qu'elle qualifie de protectionnisme américain ou européen et se pose en apôtre de l'ouverture, comme lors du dernier forum des Nouvelles routes de la soie en octobre dernier.

Pourtant, dès 2020 elle adoptait une loi sur les contrôles à l'exportation pour cause de sécurité nationale, contrôles mobilisés en août 2023, avec la décision de soumettre les exportations de gallium et de germanium à un visa d'exportations au motif de préserver la sécurité et les intérêts nationaux.

On le voit, la mondialisation a depuis deux ans pris une tournure bien différente de celle qui prévalait jusque-là. Les considérations géopolitiques sont désormais particulièrement prégnantes et, avec elles, le risque qu'une logique de blocs se mettent en place est loin d'être négligeable. Toutefois, dans un contexte d'interdépendances aussi intenses que celles qui règnent aujourd'hui, les détricoter ne sera pas si facile.

(*) Adjointe au directeur du CEPPI, CEPPI

Source : La Tribune.fr

ARABIE SAOUDITE
**Le taux de chômage
au T4 2023, à son
plus bas niveau
historique**

Selon l'autorité générale des statistiques (GASTAT), le taux de chômage global en Arabie saoudite (pour les Saoudiens et les non-Saoudiens) est tombé à 4,4 % au T4 2023, diminuant ainsi de 0,7 point de pourcentage (pp) en glissement trimestriel (g.t.) et de 0,4 pp en glissement annuel (g.a.). C'est son plus bas niveau historique. Cette réduction est principalement portée par la baisse des taux de chômage global des femmes (-1,5 pp en g.a. à 11,4 %) et des femmes saoudiennes (-1,7 pp en g.a. à 13,7 %), également à leur plus bas niveau historique. Les effets des politiques d'emploi menées par le gouvernement saoudien, notamment le programme Nitaqat de nationalisation des emplois, semblaient pourtant s'atténuer au cours des trois premiers trimestres de 2023 avec un taux de chômage global qui a oscillé entre 8,3 % et 8,6 %. Les résultats du T4 viennent semblent indiquer que la dynamique engagée en 2017 se poursuit. Pour rappel, la Vision 2030 a fixé un objectif de réduction du taux de chômage des saoudiennes et saoudiens à 7 % d'ici 2030. Selon une étude de PwC Middle East réalisée l'année dernière, combler le fossé de l'emploi entre hommes et femmes pourrait faire croître le PIB de l'Arabie saoudite de près de 40 %.

MAURITANIE

Signature d'un contrat d'Exploration-Production des champs gaziers «Banda & Tevet»

Le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie, porte-parole du gouvernement, M. Nany Ould Chrougha, a signé avec le représentant du consortium "Taqa Arabia & GoGas", M. Khaled Abou Bakr, président du conseil d'administration de la société GoGas, un contrat d'Exploration-Production. Le projet porte sur l'exploitation des réserves de gaz dans les champs "Banda & Tevet" situés dans le bassin côtier mauritanien.

Le bloc Banda & Tevet dispose de réserves totales estimées à 2,2 trillions de pieds cubes de gaz naturel, devant entraîner une transformation majeure dans la production d'électricité en permettant d'alimenter en gaz la centrale électrique duale d'une capacité de 180 mégawatts. Le contrat prévoit également la mise à disposition de réserves électriques supplémentaires permettant aux partenaires tels que SNIM et SOMELEC d'en bénéficier pour améliorer la performance énergétique face à la demande croissante d'énergie, et d'approvisionner les pôles industriels et miniers du pays en électricité de haute fiabilité. Dans une allocution qu'il a prononcée à cette occasion, le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie a souligné que la signature de cette convention constitue une étape importante dans le cadre de la nouvelle dyna-

mique de valorisation des ressources gazières nationales de la Mauritanie, de renforcement du secteur énergétique et de stimulation des investissements dans l'exploration-production au niveau du bassin côtier, et d'augmentation du niveau d'exploitation des réserves nationales de pétrole et de gaz. Il a ajouté que la composante contenu local du projet est fortement présente, notamment dans les domaines de l'emploi, du transfert de savoir-faire, des opportunités d'acquisition et d'échange d'équipements et de conclusion de contrats de services et de fourniture. Le représentant du consortium « Taqa Arabia & GoGas » a, quant à lui, affirmé que l'investissement total dans le projet s'élève à plus d'un milliard de dollars américains et couvre les domaines de l'extraction, du transport et de la distribution du gaz, c'est-à-dire

toutes les étapes depuis l'extraction jusqu'à la production d'électricité, passant par la construction d'une nouvelle centrale et d'infrastructures de transport de gaz. Il a ajouté que le développement de ces deux gisements permettra d'accélérer le rythme de réalisation de la stratégie du secteur visant à assurer un accès universel à l'électricité en Mauritanie à l'horizon 2030 et à soutenir la synergie entre les secteurs du gaz et de l'électricité pour approvisionner les pôles industriels et miniers en électricité à des prix compétitifs et à haute performance et fiabilité. La cérémonie s'est déroulée en présence du directeur général de la Société Mauritanienne des Hydrocarbures, de l'administrateur directeur général de la Société Nationale Industrielle et Minière, du directeur général de Somelec Holding et de conseillers et directeurs centraux du ministère.

PROJET DE CRÉATION D'UNE BANQUE POSTALE EN TUNISIE

L'objectif n'est pas de concurrencer les banques existantes...

Le modèle d'inclusion financière postale, bien qu'il ne soit pas assez répandu dans le monde, a fait ses preuves dans plusieurs pays. Il est présent dans 9% de pays. Les expériences menées à travers le monde ont démontré que la banque postale donne des résultats significatifs en matière d'inclusion financière. La création d'une banque postale est un projet porté essentiellement par la «Poste tunisienne» qui en a fait son cheval de bataille. Il est également défendu par des acteurs de la société civile, tels que «Alert» qui a appelé, à maintes reprises, à accélérer la transformation de la Poste en une

banque postale. En effet, il s'agit d'un projet sur lequel l'entreprise publique s'est penchée depuis quelques années et dont le processus a été couronné par le dépôt, en 2019, d'une première demande d'agrément. La réponse de la BCT n'était pas à l'époque favorable puisqu'elle a invité l'établissement public à réviser le modèle d'affaires proposé pour cette nouvelle forme de banque. C'est chose faite, comme l'a affirmé le P.-dg de la Poste tunisienne, Sami Mekki, lors de son audition, la semaine dernière, devant la commission parlementaire des finances et du budget. Il a indiqué qu'une commission a

été constituée à cet effet, afin de surmonter les obstacles identifiés. Ces lacunes concernent notamment le statut juridique selon lequel la banque doit être constituée sous forme de société anonyme, mais aussi la demande de placer tous ses services financiers sous le contrôle de la Banque centrale. Désormais, une deuxième demande a été soumise aux autorités compétentes. Elle est restée sans réponse, selon ses dires.

Une banque postale, pourquoi ?

Mais pour mieux appréhender les enjeux liés à ce projet, il faut d'abord cerner les missions

d'une telle banque. En effet, une banque postale est une institution financière qui offre une gamme de services bancaires traditionnels, tels que les comptes d'épargne, les comptes courants, les prêts, les cartes de crédit, les services de paiement et les assurances, tout en s'adossant au réseau d'agences d'une Poste nationale et en proposant des frais de gestion et des coûts très abordables. Ce modèle d'inclusion financière postale, bien qu'il ne soit pas assez répandu dans le monde, a fait ses preuves dans plusieurs pays. Il est présent dans 9% de pays. Les régions où il est le plus déve-

loppé sont l'Afrique subsaharienne, l'Europe de l'Ouest et l'Asie de l'Est. Les expériences menées à travers le monde ont démontré que la banque postale donne des résultats significatifs en matière d'inclusion financière. C'est d'ailleurs ce qu'a affirmé le P.-dg de la Poste tunisienne qui a expliqué que « la banque postale constitue un moteur essentiel de l'inclusion financière et un facteur clé pour assurer la pérennité des petites entreprises », d'autant plus que « le projet actuellement déposé propose une banque qui fonctionnerait en complémentarité avec le système bancaire ».

ÉGYPTE

British Steel remporte un contrat de fourniture de rails pour le projet Green Line Railway

Depuis 2015, de grands chantiers ferroviaires sont ouverts en Égypte. Objectif, opérer une refonte complète du système constitué des chemins de fer comptant parmi les plus vieux au monde. British Steel a annoncé avoir obtenu un contrat de plusieurs millions de livres sterling pour fournir environ 9 500 tonnes de voies ferrées pour le projet Green Line Railway, la première ligne principale électrifiée et le premier réseau de fret d'Égypte qui

s'étend de la mer Rouge à la Méditerranée. Le chantier long de 660 km scindés en plusieurs lots sera exécuté par plusieurs fournisseurs. À terme, il permettra le transport de trains de passagers et de marchandises à une vitesse maximale de 250 km/h. « Le projet promet de révolutionner le système de transport égyptien, avec la construction d'un réseau à grande vitesse réduisant la consommation d'énergie primaire et la pollution atmosphérique globale » a déclaré un

responsable de la société britannique qui a aussi annoncé que 2 cargaisons seront transportées de British Steel vers le port d'Alexandrie dans le nord, au cours des 2 prochains mois. Le projet est géré par Orascom Construction et Arab Contractors Joint-Venture, mais la conception, la construction, la mise en service et l'exploitation de la ligne sont assurées par l'Autorité nationale des tunnels (NAT) de l'Égypte. Il s'ajoutera aux nombreux travaux en cours dans le cadre de la refonte du

système ferroviaire égyptien pour lequel le gouvernement a prévu plusieurs milliards de dollars d'investissements. Ces projets comprennent entre autres des lignes de métro, de TGV et de tramway. L'objectif selon Le Caire est de rompre définitivement avec une ère sombre du transport ferroviaire égyptien, marquée par des déraillements à répétition et d'autres incidents graves qui ont entraîné de nombreuses pertes en vies humaines ainsi que de gros dégâts matériels.

TOGO

L'Etat veut réduire sa dette intérieure à l'horizon 2026

Au Togo, l'Etat veut réduire son endettement intérieur à 54,6 % d'ici à 2026. Fin 2023, la dette s'élevait à 3 707 milliards FCFA, avec 61 % comme dette extérieure. Pour ce faire, les autorités publiques comptent miser sur l'augmentation de la dette extérieure, tout en minimisant le risque de refinancement, avec des emprunts concessionnels et commerciaux.

Au Togo, l'administration veut réduire sa dette intérieure, ciblant un repli à 54,6 % d'ici à 2026, révèle la stratégie de gestion de la dette à moyen terme. En 2023, la dette publique atteignait 3 707 milliards FCFA, avec 61 % comme dette extérieure et 38,61 % de dette intérieure, selon les données de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) de l'administration publique. La réduction de l'exposition aux créanciers intérieurs semble ainsi un défi prioritaire pour l'Etat togolais au cours des trois prochaines années, ce qui passe par « l'augmentation de la dette extérieure afin de réduire davantage le

risque de refinancement, en complément du recours à la dette levée sur le marché régional à des maturités comprises entre 1 et 10 ans pour répondre aux besoins de financement », selon sa stratégie. Parmi ses outils de mobilisation de fonds à l'extérieur, l'Etat togolais envisage notamment de mettre l'accent sur les emprunts concessionnels et commerciaux extérieurs. Des risques de change (toujours) faibles. Concernant les risques de change, il est à noter que la dette togolaise, principalement libellée en FCFA et en euros, reste peu exposée aux fluctuations de change, moins qu'en 2022. Ainsi, « l'encours de la dette se com-

pose de 71,30% de dettes libellées en FCFA et de 14,95% de dettes en euros, soit 86,25% de dette non fluctuante et 13,75% de dette exposée aux fluctuations de taux de change ». Cependant, « le pays reste vulnérable aux fluctuations des devises majeures telles que le dollar américain et le yuan renminbi », avec respectivement une exposition à 5,42% pour le dollar US et 3,62% pour le yuan renminbi (CNY). Pour rappel, au cours des cinq dernières années, de 2019 à 2023, la dette togolaise est passée de 2 197 milliards FCFA à 3 707 milliards FCFA, avec une croissance annuelle moyenne d'environ 17% sur la période.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

La Chine veut collaborer avec l'Afrique pour développer les compétences et les technologies

Son statut de continent avec la jeunesse la plus nombreuse et le plus de marge de développement place l'Afrique en position d'exploiter l'IA pour stimuler sa croissance économique. Le continent a néanmoins besoin d'appuis d'experts pour une utilisation adéquate de la technologie. Après le Forum de développement et de coopération Internet Chine - Afrique tenu en début de mois à Xiamen en Chine, l'Administration chinoise du cyberspace (CAC) a fait état de sa volonté de partenariat avec le continent africain dans le domaine de l'IA. Les domaines visés incluent l'application de l'intelligence artificielle dans les universités et instituts de recherche scientifique des deux régions, ainsi que le développement technologique et la recherche dans des secteurs comme la cybersécurité, la médecine, la gestion urbaine, l'éducation, l'agriculture, etc. Il s'agira aussi de renforcer des capacités, de développer des in-



frastructures numériques et d'échanger des talents. Cette déclaration arrive alors qu'a lieu un débat sur les opportunités présentées par l'IA pour l'Afrique, et sur la teneur des politiques à mettre en place pour en garder le contrôle. Le groupe de réflexion américain Brookings Institution analyse que

seulement 7 pays africains disposent déjà d'une stratégie nationale concrète en la matière, sans toutefois avoir établi de réglementation formelle. L'expérience de la Chine, qui est déjà notablement avancée sur ce segment, devrait servir à l'Afrique pour implémenter les infrastructures adaptées pour

exploiter le gros potentiel de l'IA et accélérer son développement. Le rapport "Annual Global CEO Survey" du cabinet PwC révèle que l'intelligence artificielle a la capacité de contribuer à hauteur de 15 700 milliards USD à l'économie mondiale d'ici 2030, avec 1 200 milliards USD possible-ment générés en Afrique.

KENYA

De Heus lance la construction d'une usine d'aliments pour animaux de 23 millions \$

Au Kenya, la production d'aliments pour animaux reste encore insuffisante pour soutenir le secteur de l'élevage qui compte pour 40 % au PIB agricole. Face aux besoins croissants, le pays recourt massivement aux importations. Au Kenya, le fabricant néerlandais d'aliments pour animaux De Heus a donné le 4 avril, le coup d'envoi des travaux de construction d'une usine à Athi River dans le comté de Machakos.

D'un coût total de 23 millions \$, l'unité est prévue pour entrer en service au cours du second trimestre de 2025. Selon Koen De Heus, directeur général de l'entreprise, l'usine sera équipée pour produire 200 000 tonnes d'aliments pour animaux par an destinés à répondre aux besoins des élevages de volailles, de porcs et de la production laitière. « L'achèvement de cette usine d'aliments pour animaux à Athi River en-

traînera la création d'environ 250 emplois directs et notre impact sera renforcé par le maintien d'au moins 1 000 autres emplois indirects dans les chaînes de valeur de l'agroindustrie et des aliments pour animaux », a ajouté le responsable. Cet investissement devrait contribuer à soutenir les efforts déjà entrepris par le gouvernement pour accroître la production locale d'aliment pour animaux dans le pays. Le gouvernement avait

ainsi annoncé en juillet dernier la mise en œuvre d'une stratégie nationale d'une durée de 10 ans pour stimuler l'industrie de l'alimentation animale, avec un investissement total estimé à 3,2 milliards \$. D'après les données officielles, le secteur de l'élevage kényan enregistre actuellement un déficit de production annuel de 33 millions de tonnes d'aliments pour animaux.

FACE À LA CONTREBANDE AU GHANA

Le Cocobod pourrait annoncer une nouvelle revalorisation des prix aux producteurs

Dans le bassin cacaoyer ouest-africain, le trafic illégal est un phénomène récurrent. Profitant de l'écart des prix, le phénomène a surtout lieu entre le Ghana et la Côte d'Ivoire, les deux principaux producteurs mondiaux. Au Ghana, le Cocobod réfléchirait actuellement à une hausse supplémentaire des prix d'achat de cacao auprès des producteurs durant l'actuelle campagne principale qui s'achèvera le 30 juin prochain. Selon des sources proches du dossier s'étant confiées à Bloomberg, cette augmentation pourrait être comprise entre 50 et 100 % du prix actuel tournant autour de 20 928 cédis (1 570 \$) la tonne. Cette démarche viserait à décourager la contrebande qui menace de se renforcer depuis l'annonce par les autorités ivoiriennes d'un nouveau tarif en hausse pour la petite traite. En effet, à désormais 1 500 000 Fcfa la tonne, soit environ 2 480 \$, les prix ivoiriens sont de nouveau plus attractifs que ceux du Ghana et pourraient inciter les producteurs à traverser les frontières afin d'en tirer profit. Cette revalorisation si elle est confirmée dans les prochains jours serait inédite, car cela ferait la seconde fois que les prix sont améliorés pour la campagne principale. Le tarif en vigueur actuellement est déjà en hausse de 63,5 % par rapport à celui de 2022/2023. Elle interviendrait alors que les cours mondiaux ont grimpé de 130 % à New York depuis le début de l'année atteignant le pic absolu de 10 324 \$ la tonne et ont plus que doublé à Londres oscillant depuis quelques jours entre 7 700-7 800 livres après un record à 8 384 livres. Dans un tel contexte, la recrudescence du trafic illégal est une préoccupation majeure, car elle réduit le volume de fèves disponible pour l'exportation, ce qui signifie moins de recettes pour l'Etat. Elle est d'autant plus un casse-tête que les perspectives de récolte tablent sur 422 500 tonnes de cacao en 2023/2024 contre 650 000 tonnes attendues initialement. Selon les estimations, le pays a déjà perdu 250 000 tonnes de cacao durant l'actuelle campagne en raison de la contrebande contre 150 000 tonnes un an plus tôt.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Déjà le retour des trimestriels !

Une fois n'est pas coutume, la nervosité est remontée sur les places financières. Plusieurs membres de la Fed ont confirmé qu'il fallait s'armer de patience avant de voir baisser les taux d'intérêts, compte tenu de la vigueur de l'économie américaine et la légère remontée de l'inflation. En attendant le coup d'envoi de la saison des résultats pour le premier trimestre, la volatilité pourrait encore s'intensifier, après 5 mois consécutifs de hausse.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops
First Majestic Silver Corp (+29%), Fortuna Silver Mines (+23%), Mag Silver Corp (+11%) : Nous faisons la part belle aux mineurs canadiens de métaux précieux. Poussés par la vigueur de l'or (+11% depuis le début de l'année, et sur un record absolu à 2300 dollars l'once) et de l'argent (+12%), ils évoluent tous trois sur des plus hauts annuels et soutiennent ainsi leur indice de référence, le TSX. Rappelons que le métal jaune est porté par sa dimension de valeur refuge en cette époque de tensions géopolitiques, par le maintien des taux et par une très forte demande émanant de Chine.
Delivery Hero (+19%) : L'investisseur activiste Sachem Head est entré au capital du livreur de repas allemand avec une participation de 3,6% et l'intention d'obtenir un siège au conseil de surveillance du groupe pour évincer le PDG Niklas Oestberg. Le marché, qui entretient des doutes persistants sur la capacité de la société à gérer ses liquidités et sa dette tout en assurant sa rentabilité et sa croissance, a salué cette arrivée. Rappelons que le titre a cédé plus de 75% depuis ses plus hauts de 2020.
Spotify (+17%) : Le service suédois de streaming musical va augmenter ses prix pour la deuxième fois de son histoire. Le groupe prévoit une hausse d'environ 1 à 2 dollars par mois sur cinq marchés d'ici la fin du mois. Il a également nommé cette semaine un nouveau directeur financier en la personne de Christian Luiga, un ancien de Saab. L'action s'offre plus de 57% de gains depuis le début de l'année.
Cameco Corporation (+14%) : Le spécialiste canadien de l'uranium s'envole à la faveur d'une initiation de couverture de la part de Goldman Sachs. Le bureau d'analyse publie une note d'achat et un objectif de cours de 55 dollars, contre 47 environ au moment où j'écris ces lignes. Il bénéficie aussi de la bonne orientation de l'indice canadien TSX.
Norsk Hydro (+13%), Boliden (+10%) : Les minières scandinaves bénéficient de l'appréciation toute récente des cours des métaux industriels (cuivre, aluminium et zinc) ainsi que de perspectives économiques moins moroses qu'en 2023. Elles sont également soulagées par la mise en suspens d'une grève qui paralysait les usines et les importations suédoises depuis un mois.
Eni (+6%), TotalEnergies (+5%), Shell (+5%), Aker (+5%) : Les groupes pétroliers européens profitent des tensions au Moyen-Orient qui, conjuguées à la solidité de la demande occidentale et chinoise, poussent le prix du baril à la hausse. Cette semaine, c'est une frappe aérienne israélienne sur l'ambassade d'Iran en Syrie qui a ravivé les inquiétudes sur la production de la région. A la marge, Eni annonce lancer

un programme de rachat d'actions d'au moins 1,1 milliard d'euros et jusqu'à 3,5 milliards cette année.
Meta (+5%) : Deux vecteurs de hausse pour le géant américain des réseaux sociaux. D'une part, la maison-mère de Facebook a contré une tentative de la FTC (le régulateur du commerce américain) visant à renforcer les règles du groupe sur la protection de la vie privée. D'autre part, la société a tiré profit d'un relèvement de recommandation du bureau d'analyse Jefferies, qui réhausse son objectif de cours de 550 à 585 dollars. Ce dernier estime que le groupe est en mesure de gagner des parts de marché sur les recettes publicitaires, et même de dépasser celles d'Amazon.
Flops
Meyer Burger Technology (-47%) : Le fabricant suisse de panneaux solaires poursuit sa descente aux enfers. Fragilisé ces derniers mois par la concurrence chinoise, l'environnement économique et la fermeture de son usine allemande, le groupe a initié une augmentation de capital, qui a fini de plomber le cours. Il a placé plus de 496 000 000 nouvelles actions cette semaine et levé près de 207 millions de francs suisses, pour financer son expansion aux Etats-Unis. Le titre cède 93% depuis le début de l'année.
Gaussin (-40%) : Le groupe français spécialisé dans la construction de matériel de levage et de remorques automotrices a annoncé cette semaine entrer en procédure de sauvegarde pour tenter de poursuivre son activité et établir un plan pour éponger ses dettes. Pour rappel, la société avait essuyé un net recul de son chiffre d'affaires en 2023, attribué à des difficultés opérationnelles, de gouvernance, ainsi qu'à des retards de livraison.
La situation avait été aggravée par la procédure de sauvegarde enclenchée par sa filiale Metalliance et son échec à trouver de nouveaux partenaires financiers. Il abandonne 51% depuis janvier et 99.9% depuis ses plus hauts.
Lamb Weston Holdings (-25%) : Le champion américain de la pomme de terre transformée déçoit.
Il dévoile un chiffre d'affaires trimestriel en progression mais inférieur aux attentes, en raison d'un affaiblissement de la demande pour ses produits surgelés et d'une baisse de fréquentation des restaurants. En réponse à ce repli, le groupe a également revu à la baisse ses prévisions de ventes et de bénéfices annuels.
Bravida Holding (-19%) : Depuis fin 2023, le spécialiste suédois des installations de services techniques dans la construction (électricité, plomberie, chauffage, ventilation), fait l'objet d'une enquête sur des allégations de surfacturation menée par la région de Skåne. Alors que l'investigation est terminée, la société annonce examiner en interne les résultats.

E.L.F beauty (-17%), Ulta beauty (-14%) : David Kimbell, le directeur général d'Ulta beauty, a jeté un pavé dans la mare en faisant état d'un ralentissement de la demande dans toutes les catégories de produits. Il a entraîné ses homologues du secteur de la distribution de produits de beauté, ELF beauty, Estée Lauder et Coty, dans son sillage. Ulta dévoilait déjà, le mois, des marges inférieures aux attentes, effritées par la hausse des coûts de la chaîne d'approvisionnement et l'augmentation des promotions.
GE Aerospace (-16%) : L'équipementier aéronautique américain, issu de la scission du conglomerat General Electric en 3 entités, vole désormais de ses propres ailes. Après GE Healthcare et GE Vernova, le spécialiste des moteurs et turbines a signé un parcours très mitigé en bourse, abandonnant plus de 23% lors de son premier jour en tant que société indépendante. Il avait pourtant confirmé ses objectifs annuels le mois dernier et promis un bénéfice d'exploitation d'environ 10 milliards de dollars à horizon 2028.
3M Company (-15%) : Le conglomerat américain (propriétaire de la marque Scotch notamment) s'est entendu avec la justice sur un règlement de plusieurs milliards de dollars pour répondre aux allégations de contamination de l'eau aux polluants éternels (PFAS). Le groupe, qui avait provisionné 10,3 milliards de dollars, s'attend à payer 2,9

milliards de dollars en 2024 et devrait commencer les versements au T3. La société a par ailleurs achevé la scission de Solventum, son activité de soins de santé.
Solutions 30 (-7%) : La société française de services d'assistance numérique, a signé un chiffre d'affaires annuel en hausse de près de 17%, et une perte réduite de plus de moitié. Mais le marché a sanctionné les prévisions de croissance timides du groupe pour 2024 et le manque de précision dans les annonces, notamment sur les réductions de coûts. Dans la foulée, les bureaux d'analyse Oddo BHF et TP Icap Midcap, qui anticipent une dynamique modérée sur les marchés du Benelux, ont abaissé leur objectif de cours sur le titre.
Stellantis (-7%) : Deux vecteurs de baisse pour le constructeur automobile européen. Il fait état d'une chute de la production italienne de 9.8% au premier trimestre 2024 par rapport à 2023, notamment sur la division voitures, en recul de 24%. Un repli qui devrait l'éloigner de son objectif annuel. Le marché semble par ailleurs s'étonner que le groupe continue de miser sur les véhicules électriques, alors que la demande s'affaiblit et que ses concurrents ont réduit la voilure sur ce segment. Notons qu'hier, Carlos Taivares, PDG du groupe, a mis en doute la dimension écologique des batteries. Nous voilà perdus.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 05 Avril 2024 Valeur : 09 Avril 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.4872	134.5022
1	EUR	EURO	145.7841	145.8138
1	GBP	POUND STERLING	169.8285	169.9118
100	JPY	JAPANESE YEN	88.8760	88.9036
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5897	18.5956
1	CHF	SWISS FRANC	148.7690	148.8021
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	99.1501	99.1977
1	DKK	DANISH KRONE	19.5444	19.5483
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.6284	12.6322
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.5513	12.5554
1	AED	UAE DIRHAM	36.6171	36.6311
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8518	35.8606
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.9305	437.8327
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.9620	43.3937
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.3725	13.3740
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.6945	27.8363
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5410	3.5414
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.4443	178.4443

EUROPE

Où les prix de l’immobilier ont-ils le plus augmenté en depuis 2015 ?

Les prix de l'immobilier hongrois ont augmenté de plus de 166 % depuis 2015, mais il y a un pays où l'évolution est encore plus impressionnante.

Le prix d'un appartement à Istanbul est désormais en concurrence étroite avec ceux de villes telles que Paris et Londres, les chiffres montrant que les prix des logements turcs sont 12 fois plus élevés qu'ils ne l'étaient il y a neuf ans en termes nominaux. Parmi les États membres de l'OCDE, les pays d'Europe du Nord comme la Suède et la Finlande ont connu la plus faible évolution, avec un peu plus de 4 % d'augmentation des prix nominaux des logements depuis 2015. À l'autre bout de l'échelle se trouve la Turquie, suivie de loin par la Hongrie, où les prix ont augmenté de 166 % par rapport à 2015. La majorité des pays de l'OCDE ont vu leurs prix immobiliers augmenter de plus de 10 % entre 2015 et 2023. Si les prix des logements turcs ont augmenté progressivement depuis 2015, ils n'ont commencé à grimper à une vitesse fulgurante qu'en 2021. Ils ont atteint leur apogée en 2022, lorsque les prix des logements ont augmenté de 168 % en un an, suivi d'une hausse de 76 % en 2023. Entre-temps, en Europe et aux États-Unis, les prix de l'immobilier ont flambé à la fin de l'année 2022, lorsque

les banques centrales de ces économies ont commencé à relever leurs taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation. À l'inverse, la banque centrale turque a abaissé son taux de référence en août 2022, alors qu'en novembre de la même année, l'inflation dans le pays avoisinait les 85 %. Les experts attribuent la flambée des prix nominaux de l'immobilier en Turquie à plusieurs causes. Selon Gökem Yapan, responsable du secteur de l'immobilier et de la construction pour le marché turc chez KPMG, "le changement réel a commencé en 2020, les principales raisons étant, selon moi, la fluctuation des devises, la dévaluation de la livre turque, les taux d'inflation plus élevés et l'augmentation conséquente des coûts de construction, ainsi que la demande croissante après la pandémie". Le taux d'inflation de la Turquie a été extrêmement élevé en 2022 - plus de 50 % pendant presque toute l'année - atteignant 80 % en octobre. Quant aux prix réels des logements (ajustés à l'inflation), ils ont également grimpé de 96,7 % au troisième trimestre 2023 par rapport à 2015, selon l'OCDE.

"L'année dernière, des tremblements de terre ont touché 11 villes de Turquie, ce qui a fait grimper les prix, car les gens veulent vivre dans des endroits plus sûrs, dans des bâtiments résistants aux tremblements de terre", avance Gökem Yapan.

Les taux annuels de prêts hypothécaires dépassent les 40 %

Alors que les achats comptant de logements se sont multipliés en Turquie, les personnes ayant contracté des prêts hypothécaires ont vu leurs taux mensuels grimper en flèche. Les niveaux extrêmes d'inflation ont incité la banque centrale turque à resserrer sa politique monétaire et à augmenter le taux de référence de 8,5 % en juin 2023 à 45 % en janvier 2024. En outre, l'hypothèque maximale disponible ne couvre pas plus d'un cinquième du prix d'une maison. Tout au long de l'année 2023, moins de 15 % des achats de maisons ont été réalisés avec un prêt hypothécaire. Les autres ont été effectués avec des paiements comptant.

FMI

La directrice générale Kristalina Georgieva seule candidate à sa succession

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, est la seule candidate proposée par les

Etats membres pour sa succession, a annoncé jeudi le conseil d'administration de l'institution basée à Washington dans un communi-

qué. "Le conseil d'administration va poursuivre le processus de désignation, avec un entretien de la candidate, Mme Georgieva, par les

membres du conseil. L'objectif est de finaliser le processus le plus tôt possible, d'ici à la fin avril", a précisé le communiqué.

ROYAUME-UNI

L'écart salarial entre les femmes et les hommes au plus bas depuis 2017

Les données récentes montrent que les femmes sont toujours moins bien payées en moyenne que les hommes, et que l'écart est plus élevé dans le secteur public que dans les entreprises privées. L'écart de rémunération entre les femmes et les hommes au Royaume-Uni a atteint son niveau le plus bas depuis que les entreprises sont tenues de le signaler en 2017, rapporte The Guardian ce samedi 6 avril. Cet écart est toujours toutefois en moyenne de 9,1%, ce qui signifie que les femmes touchent 91 livres lorsque les hommes gagnent 100 livres (environ 117 euros), selon les chiffres officiels du gouvernement. Quatre entreprises et organisations sur cinq continuent, à poste égal, de moins bien payer les femmes.

Inégalités dans le secteur public

Ce qui ressort de ces données est notamment que les organismes publics paient moins bien les femmes que les entreprises privées. En effet, l'inégalité salariale atteint 14,4% dans le secteur public, avec près de neuf établissements sur dix qui rémunèrent davantage les hommes que les femmes, contre un peu plus des trois quarts des entreprises privées.

Cette association propose des séances pour aider les femmes à mieux négocier leur salaire. Selon les informations de The Guardian, ce sont les secteurs de la construction, de la finance et de l'assurance et de l'éducation dans lesquels l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes est le plus important au Royaume-Uni. "Sanctionner les entreprises": la solution de Sophie Binet pour lutter contre les inégalités salariales. À l'inverse, la restauration et l'hôtellerie ressortent comme des bons élèves, avec respectivement 1,5 % et 0,5 % d'inégalité salariale.

VIETNAM

La sécheresse et les pénuries d’eau douce affectent les récoltes dans le delta du mékong

Quelque 80.000 hectares de rizières et de vergers pourraient être dégradés par la sécheresse et l'infiltration d'eau de mer dans les terres arables du delta du Mékong, selon une étude.

Des milliers de Vietnamiens sont confrontés à une "grave" pénurie d'eau potable en raison d'une sécheresse et de la salinisation des sources d'eau douce. Face à cette situation alarmante, une province du sud du pays a déclaré l'état d'urgence ce samedi 6 avril.

Le district Tan Phu Dong, dans la province méridionale de Tien Giang, située dans le delta du fleuve Mékong à quelque 60 km au sud de la capitale économique Ho Chi Minh, est particulièrement touché.

L’eau de mer s’infiltré dans les nappes

L'infiltration d'eau de mer dans les nappes phréatiques et les eaux de surface a sérieusement affecté les récoltes et l'accès à l'eau potable pour des milliers de foyers sur les 43.000 habitants de la zone, a rapporté l'agence de presse officielle VNA. Les agences gouvernementales sont appelées à "approvisionner les étangs et réservoirs en eau douce pour garantir l'approvisionnement des habitants en eau", a précisé la VNA. Depuis plus d'un mois, le sud du Vietnam est confronté à une canicule anormalement longue avec, comme conséquence, l'aggravation de l'infiltration d'eau de mer dans le delta du Mékong, un phénomène récurrent pendant la saison sèche mais qui s'amplifie sous l'effet de la chaleur et de la montée du niveau de la mer.

Des récoltes dégradées et un manque à gagner de trois milliards de dollars

Une étude publiée en mars montre que les infiltrations d'eau de mer dans les terres arables du delta du Mékong, une région qui nourrit plusieurs dizaines de millions d'habitants, représentent un manque à gagner annuel de trois milliards de dollars (2,7 milliards d'euros) en raison de récoltes dégradées. Quelque 80.000 hectares de rizières et de vergers pourraient être affectés par le phénomène, selon cette étude de l'Institut scientifique des ressources en eau, dépendant du ministère de l'Environnement.

NOUVEAU STYLEVAN BÉLIZE SUR FORD CUSTOM

Un van chic et confort pour quatre personnes avec WC fixes

Attention : best seller en approche ! Dévoilé à la presse en milieu de cette semaine, le van aménagé Stylevan Bélize sur le nouveau Ford Custom a tout pour plaire. Bien agencé, il propose un gigantesque bloc-cuisine et un étonnant lit dînette électrique. Sur Ford Custom richement équipé

Aux côtés des Stylevan Durban et Melbourne sur VW Transporter, il faudra désormais compter sur le Bélize reposant sur le nouveau Ford Custom. Proposé en version 136 ch (boîte mécanique ou automatique) ou 170 ch boîte auto 8 vitesses, ce van aménagé a fière allure. La base Ford Custom y est évidemment pour quelque chose. En gris métallisé, le Bélize est vraiment très chic avec ses portes latérales vitrées (verre teinté), ses jantes alu et sa déco extérieure discrète. L'aménageur, propriété du groupe Rapido depuis 2017, est parti d'une version la plus proche de l'automobile. Côté dotation d'origine, citons pêle-mêle l'écran tactile 13" DAB Apple CarPlay/Android Auto, les sièges et pare-brise chauffants, la climatisation automatique et le contrôle de pression des pneus. À l'extérieur, on peut compter sur des rétroviseurs chauffants, électriques et repliables, sur des phares Led automatiques.

Agencement intérieur au top

En passant sur le nouveau Ford Custom, le Bélize (5,45 m de long et 2,27 m de large) gagne un peu en dimensions intérieures. Et ce ne sont pas les utilisateurs qui s'en plaindront ! Doté d'un toit relevable s'élevant par l'arrière, le Bélize arrive à "tout faire rentrer". À l'avant, la dînette comprend les sièges cabine pivotants, une table sur monopied utilisable également en extérieure et une banquette développée par le bureau d'études. Le bloc-cuisine est bluffant. S'étalant sur 140 cm de large, il fait mieux que beaucoup de fourgons ou de profilés. Il intègre trois grands tiroirs de rangement. Le réfrigérateur de 51 l est de type "coulissant". Le 1/4 arrière du véhicule



comprend des WC fixes à cassette, un système de douche et des rangements.

Couchages pour quatre personnes

Utilisable en tout saison grâce à son isolation, à son chauffe-eau Truma avec boiler de 10 l et à son chauffage Webasto de 2000 W fonctionnant sur le carburant moteur, le van aménagé Bélize peut em-

barquer quatre personnes. Le soir venu, vous avez le choix entre le couchage (128 X 205 cm) intégré dans le toit levable ou la banquette transformable en lit. Développée pendant de long mois en interne, la banquette se déploie et se transforme en couchage en quelques secondes et sans effort grâce à l'assistance d'un moteur électrique. En déployant, manuellement cette fois, des extensions latérales,

le couchage bas passe de 90 cm de large à 120 cm. Dans tous les cas, un sur-matelas est indispensable pour une meilleur confort.

Pack Custom Bélize obligatoire

Le tarif de base de ce van Stylevan est affiché à 67 900 € auquel il faut ajouter obligatoirement le pack Custom Bélize à 1490 €. En listant ce pack, on comprend mieux pourquoi c'est un passage obligé. La 2ème porte latérale vitrée, banquette électrique, chauffe-eau et batterie cellule AGM de 92 Ah en font notamment partie. Et pour ceux qui trouveraient que porteur et habitacle ne seraient pas suffisamment équipés, des options sont disponibles. Jantes alu 19", chargeur à induction, pneumatiques 4 saisons sont au menu côté Ford Custom. Pour plus d'autonomie électrique encore, on peut cocher la case Pack Liberté comprenant une batterie lithium couplé à un panneau solaire de 200 W.

WC fixes, un atout indéniable

Le Bélize n'a pas à proprement parlé de cabine de douche. Mais plutôt un "système" mobile à parois souples qu'il faut installer manuellement et que l'on connecte à une bonde d'évacuation au sol. Cela peut servir de dépannage mais pour un usage quotidien, nous sommes dubitatifs. C'est un peu fastidieux à mettre en place. La réserve d'eau propre de 50 litres, a de toutes façons un effet "limitant". Les WC fixes à cassette en revanche sont beaucoup plus utiles et appréciés. C'est d'ailleurs un argument de poids, qui fait souvent pencher la balance en faveur de ce type de van, compact mais très autonome de ce point de vue.

Comment Alpine va continuer à vendre des A110 sans se conformer aux normes

En automobile, chaque nouvelle année n'est pas forcément synonyme de durcissement des règles. Mais malheureusement, 2024 restera comme l'année d'un nouveau tour de vis sur le plan de la sécurité dans nos voitures, notamment en raison de l'arrivée de la norme Global Safety Regulation 2, qui impose une liste d'équipement obligatoires dans toutes les voitures vendues neuves. Pour être précis, de tous les véhicules vendus neufs à compter du 7 juillet 2024. Parmi ces nouvelles béquilles, on note, entre autres, le système freinage d'urgence, l'enregistreur de données d'événement, le système de maintien dans la voie, ou encore la détection de piétons et cyclistes... Face à cette contrainte réglementaire dont les applications en série dans nos voitures ne sont pas toujours très probantes malgré une volonté de départ intéressante, les constructeurs ont deux solutions :

se conformer, ou arrêter la production d'un modèle. C'est ainsi qu'au lieu d'engendrer de coûteuses mises à jour sur des modèles déjà en fin de vie, les Renault Twingo, Zoé, Porsche Macan ou encore Suzuki Ignis verront leur production stoppée. Ce pourrait aussi être le cas de l'Alpine A110, dont la plateforme n'est pas prévue pour accueillir cette floppée de béquilles.

Autorisation de circulation spéciale !

Mais en réalité, la berlinette française va bel et bien continuer sa carrière jusqu'en 2026 et l'arrivée de sa remplaçante, entièrement électrique. Comment ? En bénéficiant tout simplement d'une dérogation mise en place par l'UE et qui permet de ne pas appliquer la norme GSR2 si la production annuelle du modèle ne dépasse pas 1 500 exemplaires. À compter de cet été, la cadence de l'usine de Dieppe va donc sacrément baisser



puisque actuellement, la manufacture normande produit autour de 4 000 unités, toutes séries confondues. Au bout de cette chaîne, ce sont donc moins d'A110 qui vont se retrouver dans les concessions Alpine. Et comme tout objet, la rareté de la berlinette va mécaniquement engendrer une

augmentation de son prix. Non pas dès cet été sur les voitures neuves, mais vraisemblablement sur le marché de la seconde main puisque ce ralentissement rapproche un peu plus l'A110 de sa fin. Or, comme la française jouissait déjà – assez logiquement – d'une belle stabilité de sa valeur en occa-

sion, il va falloir vous dépêcher de craquer si vous le pouvez ! Idem pour les commandes neuves puisque le délai d'attente tourne actuellement autour de 8 mois et que la baisse de la production ne va sans doute pas arranger les choses...

AVANT D'ÊTRE FERMÉE

Une fausse page Facebook de Midjourney a siphonné les données de plus d'un million d'abonnés pendant 1 an

Des pirates informatiques ont utilisé une fausse page Facebook de l'IA Midjourney pour promouvoir un logiciel malveillant auprès de 1,2 million de personnes.



ChatGPT, Gemini, Midjourney ou encore Sora, autant de générateurs de contenus par intelligence artificielle qui sont souvent accessibles gratuitement, bien que certains d'entre eux exigent un paiement, soit pour l'accès aux fonctions de base, soit pour des options. C'est justement cette gratuité très recherchée par les utilisateurs qui sert d'appât aux hackers pour piéger leurs victimes. C'est ce que rapporte Bitdefender, connu pour son logiciel antivirus éponyme, qui détaille comment les pirates exploitent la popularité croissante des outils d'IA et des réseaux sociaux pour distribuer des logiciels malveillants à un large public en leur faisant miroiter des versions d'essai gratuites.

Le modus operandi demeure similaire : prendre le contrôle d'une page Facebook, de préférence avec un grand nombre d'abonnés, puis la transformer pour qu'elle ressemble au compte officiel d'un service d'IA. Que ce soit ChatGPT, Sora, Gemini ou d'autres, presque tous sont visés, comme Clubic l'avait déjà signalé en 2023. Parmi ces fausses pages, celle de Midjourney, qui permet de générer des images à partir de texte, s'est récemment distinguée.

La fausse page Facebook de Midjourney aux 1,2 million d'abonnés

Les hackers exploitent activement le système de publicité sponsorisée de Meta pour diffuser des logiciels malveillants. Ils commencent par prendre le contrôle de comptes Facebook existants, puis modifient les informations et les images pour donner l'impression que la page est gérée par des outils d'IA réputés. Ensuite, ils renforcent la crédibilité de la page en publiant des actualités et des photos générées par l'IA, ainsi que des publicités promettant des améliorations de service et des liens vers des essais gratuits ou des versions améliorées. L'objectif est d'inciter les utilisateurs à cliquer sur des liens malveillants et à télécharger des logiciels malveillants sur leurs appareils. Bien que de nombreuses publicités incitent à télécharger depuis Dropbox ou Google Drive, la campagne de Midjourney utilise une stratégie différente.

En juin 2023, une fausse page intitulée Midjourney AI a été créée sur Facebook à partir d'un profil existant piraté. Les pirates informaticiens y publiaient des images générées par l'IA et des posts pour faire la publicité

d'une version de l'outil à installer sur son ordinateur.

Dans tous les cas, un lien est fourni. Cliquer dessus fait atterrir sur l'une des multiples fausses pages web imitant le site de Midjourney. On y trouve un autre lien pour récupérer l'outil, sauf qu'il déclenche le téléchargement d'un malware. La fausse page Facebook est restée en ligne jusqu'au 8 mars 2024 et comptait 1,2 million d'abonnés.

4 infostealers au menu des hackers : Rilide Stealer, Vidar Stealer, IceRAT et Nova Stealer

Les cybercriminels ont mis en place un système de distribution de logiciels malveillants très attractif grâce au modèle commercial du « Malware-as-a-Service » (MaaS), qui permet à tout individu malveillant de mener plusieurs attaques de front et multiplier les fraudes.

Ces activités incluent le vol d'informations sensibles, la compromission de comptes en ligne, la commission de fraudes, la perturbation des opérations ou encore l'exigence d'une rançon après avoir crypté des données sur un système compromis.

Les campagnes publicitaires malveillantes analysées par les chercheurs de Bitdefender ont propagé divers logiciels malveillants présentant de sérieux risques pour les appareils, les données et l'identité des utilisateurs. Les utilisateurs ayant interagi avec ces publicités diffusant des logiciels malveillants pourraient avoir involontairement téléchargé et installé des fichiers nuisibles sur leurs appareils : Rilide Stealer, Vidar Stealer, IceRAT (écrit en JPHP) et Nova Stealer.

Les posts sponsorisés ciblaient des hommes entre 25 et 55 ans dans plusieurs pays d'Europe, dont la France. Difficile de dire combien ont effectivement téléchargé le malware. Ce qui est sûr, c'est que les pirates ont déjà recréé une nouvelle page se faisant passer pour Midjourney. Le 26 mars dernier, elle comptait déjà 637 000 abonnés.

Elon Musk aurait abandonné son projet de Tesla à moins de 25000\$, et annonce une présentation de son robotaxi

Le géant des véhicules électriques Tesla va abandonner son projet de voiture à petit prix, qui devait lui permettre d'en vendre beaucoup plus. En échange, il va se concentrer sur un autre programme : les robotaxis. Tesla a depuis longtemps pour projet de construire un nouveau modèle de véhicule électrique qui soit très abordable, et puisse donc ouvrir cette classe de produit à un marché beaucoup plus grand. Une ambition qui semblait en passe de se réaliser depuis un an, avec des informations fuitant qui nous annonçaient le développement d'une voiture à 25 000 dollars. Au début de l'année, le projet paraissait toujours en cours. Sauf que, Elon Musk aurait depuis changé d'avis.

Un projet en chasse un autre



Une Tesla à 25 000 dollars, soit environ 23 000 euros, qui aurait dit non ? Avec un tel tarif, l'entreprise présidée par Elon Musk aurait sûrement pu attirer beaucoup de nouveaux clients. Mais cela ne devrait finalement pas arriver, si l'on en croit Reuters, qui s'appuie sur trois sources différentes pour affirmer la fin de ce projet.

« Tesla a annulé la voiture bon marché promise depuis longtemps et sur laquelle les investisseurs comptaient pour faire de Tesla un constructeur automobile de masse » a-t-il ainsi été indiqué. Elon Musk a de son côté nié l'information.

Rendez-vous le 8 août

Reste que Tesla ne devrait pas rester inactif. À peine après cette annonce médiatique, Elon Musk a communiqué sur son réseau X en postant un message dans lequel il donne rendez-vous aux internautes. « Présentation du robotaxi Tesla le 8 août » a-t-il écrit sur la plateforme le vendredi 5 avril. Ce qui tiendrait à corroborer les informations qui ont été rapportées dans les médias ces derniers jours.

En effet, comme l'explique The Verge, le milliardaire aurait expliqué à ses employés que l'entreprise préférerait abandonner l'idée d'une voiture électrique pas cher, au profit d'un véhicule autonome qui serait très supérieur à tous ceux existants à l'heure actuelle. Elon Musk a-t-il considéré qu'il ne pourrait pas concurrencer les constructeurs chinois dans le « low-cost », et devrait plutôt trouver la valeur ajoutée de Tesla dans le haut standing ?

Brèves

PCIe 7 fait ses premiers pas

La spécification du bus PCIe express a été publiée en version 0.5. L'annonce a été faite dans un blog du consortium PCI SIG, qui considère cette itération comme la première officielle à destination des membres. La performance en bande passante va être doublée passant à 512 Go/s sur 16 voies, un vrai bonus pour le CXL. Pour cela, le consortium s'appuie toujours sur la modulation d'amplitude d'impulsion à 4 niveaux, ou PAM4 (Pulse Amplitude Modulation). Un effort sera également mené sur la consommation éner-

gétique, sans donner plus de précisions. A noter que le consortium s'engage à ce que les évolutions soient rétrocompatibles avec les générations précédentes. La spécification complète ne devrait voir le jour qu'au début 2025.

Le prix de l'extension de sécurité de Windows 10 dévoilé

A partir du 14 octobre 2025, le support sécurité de Windows 10 prend fin, mais les entreprises et - chose nouvelle - les particuliers peuvent souscrire un extension de prise en charge des correctifs. Microsoft vient d'en dévoiler le prix

dans un message. Il faudra dépenser la première année 61 \$ HT par PC, puis ce prix doublera la seconde année, 122 \$ HT et 244 \$ HT la troisième année. A noter que les sociétés utilisant une solution de gestion des mises à jour basée sur le cloud de Microsoft (c'est-à-dire Microsoft Intune ou Windows Autopatch), bénéficieront d'un rabais de 25% à 45 \$ HT par utilisateur.

Cloudflare acquiert PartyKit

Le spécialiste en solutions de CDN et de services de sécurité se renforce dans le serverless en s'emparant de la start-up PartyKit.

Fondée en 2023 par Sunil Pai, elle a levé en seed 2,5 M\$. Le montant de l'opération n'a pas été dévoilé. La société basée à Londres propose une plateforme open source pour le déploiement d'agents IA, d'applications multi-joueurs et des sites web en s'appuyant sur le serverless. Cette solution va venir compléter l'offre Durable Objects pour développer des applications stateful, temps réel telles que des tchats, des jeux ou des tableaux blancs interactifs. Le fondateur de PartyKit a d'ailleurs travaillé sur l'amélioration des Durable Objects pour ensuite en faire un outil à part entière.

Mots fléchés

Savoir	↓	Empereur des Russies	↓	Or	↓	Implorer	↓	Volcan	↓	Vives	↓	Restes	↓
Vilipender						Mèche rebelle				Écharpe papale		Crochet de boucher	
	↘						↓				↓		↓
								Imaginations	→				
Désordre		Il repousse le Diable		Ceci	Flibustiers	→							Dieu celtique
	↘		↓		↓			Pour mesurer la taille	→				↓
								Ombree					
Riche	→					Ville allemande	Petites voies	→					
Abject													
	↘			Enduit	→			Chanteur belge (Jacques)	→			Arme rudimentaire	
				Possessif				Nazi					
Continent		Affliction	↘			Qualité d'une huile	↘			Célèbre dépêche	→		
	↘	Qui n'a pas de fin				Paresseux				Soleil divin			
				Parfum animal	→					Roue à gorge	→		Divinité égyptienne
				Greffer						Article			↓
Baie	→					Ville roumaine		Vieille colère		Corde de cow-boy	→		
Possèdent								Isolé					
	↘			Sotte	→								
				Réfutas						Dirigeant russe		Connu	→
												Cimenterie	
Mi-homme, mi-cheval	→									Frousse	→		
Chômés										Chapelets			
	↘												
						Continent	→						Monnaie du Japon
						Poisson							
Cependant		Époux	→					Exalté	→			Coloré	↓
	↘	Rivière suisse											
				Aneth	Champion	→				Unité forestière	→		
					Einsteinium					Palefreniers			
Durée	→			Métal	↘							Auteur de rumeurs	→
Frimés				Drame japonais				Conte courts	→			Vagabondees	
	↘							Vilaines					
						Poils utilisés comme textile	→						Laisse passer l'air
						Règles	↓						↓
Postérieur		Agréable	→			Léproserie	→						
	↘	Membrane de l'oeil											
				Salut romain		Département français	→				Petit tour		Dépôt
Jeune ruminant	→					Le ça de Freud	→			Monument funéraire	→		
Moi						Sélénium				Vient de rire			
	↘												
				Boulonner	→					Organe humain	→		
Anonne	→					Terre d'argile	→				Manche au tennis	→	

Important incendie dans l’usine de Raylan

Dans la nuit de samedi à dimanche, un incendie s’est déclaré dans l’usine de fabrication d’appareils électroménagers, appartenant à la société Raylan dans la zone industrielle d’El Bouni (wilaya d’Annaba). Selon les premiers éléments fournis par la Protection civile, l’incendie, qui a démarré de l’unité de polystyrène après une forte explosion dont l’origine n’est pas encore déterminée, s’est propagé dans l’atelier de montage des lave-linges. Les flammes ont été éteintes, vers 2h44 du matin, grâce à la mobilisation de huit équipes d’intervention, 17 camions-citernes et cinq ambulances dont une médicalisée, selon la même source. Une personne brûlée au deuxième degré a été évacuée vers les urgences médicales de l’hôpital local.



SONATRACH

Opération de circoncision de 422 enfants

A l’occasion du mois sacré de ramadan, le Groupe Sonatrach a organisé une large opération de circoncision collective à travers l’ensemble des neuf directions régionales des œuvres sociales. Cette opération a concerné les enfants des travailleurs de Sonatrach, des orphelins et des enfants de familles nécessiteuses, en coordination avec les associations caritatives à travers le pays. A cette occasion, le Président Directeur Général de Sonatrach, Rachid Hachichi, a partagé la joie des parents d’enfants circoncis lors de sa visite au Centre Médico-Social Benali Cherif à Alger, où il a inspecté le déroulement de l’opération au niveau de ce centre et les conditions de sa préparation, où tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour sa réussite, précise un communiqué de Sonatrach. Cette opération, qui s’inscrit dans les traditions de citoyenneté de Sonatrach, a été supervisée par un personnel médical spécialisé de la Direction des Œuvres sociales du groupe et des chirurgiens conventionnés, au niveau du Centre médicosocial Ben Ali Chérif. Elle a concerné plus de 422 enfants à Alger et un grand nombre d’enfants dans les différentes antennes de la Direction des services sociaux à travers le territoire national. Les enfants ont également bénéficié de kits complets de circoncision et de divers cadeaux. Cette initiative s’inscrit dans la longue tradition de citoyenneté de Sonatrach, dans le but d’apporter joie et bonheur aux enfants et à leurs familles durant le mois sacré du Ramadan.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Adoption du concept zéro papier fait de grosses économies au Trésor public

Le conseiller du ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdeldjebbar Daoudi, a révélé que le secteur a développé 58 plateformes numériques. Il a expliqué, dans une déclaration à la radio nationale que ces applications sont orientées sur les aspects pédagogiques, la recherche et de service. Ce qui fait du “secteur de l’enseignement supérieur un pionnier en matière de numérisation”, a-t-il déclaré. La digitalisation, fondée sur le principe zéro papier à terme, fait de grosses économies au trésor public, a-t-il mis en relief. Le même responsable a annoncé par la même

occasion, le lancement d’une nouvelle plateforme basée sur l’intelligence artificielle pour permettre de meilleurs choix, à l’approche de la saison universitaire 2024-2025. L’hôte de la radio nationale a souligné que le niveau des universités algériennes se hisse au rang des plus grandes universités internationales, en considérant plusieurs indicateurs. 23 universités ont atteint une position avancée dans le classement mondial, outre le classement de plusieurs chercheurs algériens, des étudiants remportant des médailles dans des compétitions internationales, dont les Olympiades de mathématiques.

Le même intervenant a également souligné la

création de plusieurs nouvelles spécialisations, avec une université de plus en plus ouverte à l’entrepreneuriat.

A ce propos, il a ajouté : « Le taux de réussite a considérablement augmenté dans les universités algériennes, qui connaissaient autrefois un taux d’échec élevé en première année (38 %), et il se situe désormais autour de 17 %, grâce à l’adoption de la numérisation.” Le conseiller du ministre de l’Enseignement supérieur a relevé la grande ouverture sociale et économique des universités algériennes, affirmant que le trésor public a économisé des milliards de dinars suite à l’adoption du modèle zéro papier en 2023.

CONSULAT D’ALGÉRIE À LILLE (FRANCE)

Annonce d’une nouvelle mesure en faveur de la diaspora

À l’approche de la fête de l’Aïd el-Fitr, mais aussi, de la saison estivale, les consulats d’Algérie en France font face à une grande affluence de la part des membres de la diaspora, qui souhaitent renouveler leurs passeports algériens pour rentrer au pays. Dans ce sillage, le consulat général d’Algérie à Lille revient dans un nouveau communiqué, pour annoncer de nouvelles mesures au profit des membres de la diaspora. Le consulat général d’Algérie à Lille a annoncé dans un nouveau commu-

niqué, mis en ligne, un changement concernant les demandes de passeports biométriques. Il s’agit d’une nouvelle mesure qui intervient dans le cadre de l’amélioration des prestations consulaires, permettant de garantir une meilleure qualité de service au profit des Algériens établis dans la circonscription consulaire du consulat général d’Algérie à Lille. En effet, à compter du mardi 16 avril 2024, les demandes de passeport biométrique se feront uniquement sur rendez-vous, lit-on dans le

communiqué en question. Par ailleurs, le consulat général d’Algérie à Lille rappelle que ses rendez-vous sont disponibles sur son site : consulat-lille-algerie.fr. Notamment, dans la rubrique « prise de rendez-vous ». À quelques jours de la fête de l’Aïd el-Fitr, le consulat général d’Algérie à Lille a publié un nouveau communiqué, sur son site officiel, dans lequel il annonce la fermeture de son établissement et ses services pendant les trois jours de la fête de l’Aïd el-fitr.

ANALYSE Coder ou ne pas coder, telle est la question !

Sylvain Duranton (*)

Savoir programmer est-il encore utile ? L’arrivée de l’IA générative change incontestablement la donne. En début d’année, à Dubaï, Jensen Huang, PDG de Nvidia, déconseillait publiquement d’apprendre à coder et déclarait : « Chacun d’entre nous est désormais un programmeur. C’est le miracle de l’IA. » Chris Wanstrath, cofondateur de Github, renchérit : « Le futur du code, c’est pas de code du tout. » Enfin, le US Bureau of Labor prévoit une baisse du nombre d’emplois dans le développement logiciel de 11 % d’ici à 2032. Les IA génératives bouleversent le secteur. Dès le lancement de GPT-3, des sites Web HTML ont été créés à partir de simples instructions écrites. Les agents comme Devin ou Codiumate génèrent du code, le testent et l’améliorent. De son côté, AlphaCode 2, développé par Google DeepMind, surpasserait 85 % des concurrents dans les com-

pétitions de codage. Oui, mais... ne jetons pas le bébé avec l’eau du bain ! Cela fait des années que des assistants IA existent pour améliorer la productivité des développeurs. Une enquête menée par GitHub auprès de 500 développeurs basés aux Etats-Unis révèle que 92 % d’entre eux les utilisent déjà. Une révolution en marche. Oui, une révolution du métier de développeur est en marche, et les « large language models » vont continuer à progresser. Néanmoins, trois fondamentaux vont perdurer. Dans les années qui viennent, le développement logiciel ne sera pas automatisé à 100 %. Il l’est déjà en partie, il le sera de plus en plus, mais un expert humain devra garantir qu’un logiciel est intègre et qu’il n’est pas vulnérable sur le plan de la cybersécurité. L’absence de bugs et de risques – y compris éthiques – dont la nature changeante échappe à une catégorisation exhaustive nécessitera la main de l’expert humain. Rappelons-nous

les promesses non tenues du véhicule autonome... le permis de conduire reste bien à l’ordre du jour. Ensuite, s’il est évident que l’IA maîtrisera mieux qu’un humain la syntaxe des multiples langages de programmation et produira du code à une vitesse prodigieuse, il n’est pas avéré qu’elle puisse remplacer l’humain sur des questions plus ouvertes comme le choix d’une architecture logicielle ou le traitement des cas limites. Plutôt qu’une fin du métier de développeur, il est probable que nous assistions à un nouveau début, une évolution vers des tâches à plus haute valeur ajoutée. Cela demandera aux développeurs plus de compétences et plus d’expertise, et les plus performants tireront leur épingle du jeu. Enfin, apprendre à programmer, c’est apprendre à structurer sa pensée. Pour Bill Gates, « apprendre à coder stimule l’esprit et aide à mieux penser. Cela développe une grille d’analyse qui peut se décliner dans tous les domaines ». Apprendre à ré-

soudre des problèmes reste un des piliers d’une bonne formation initiale. Cette gymnastique de l’esprit est fondamentale, elle doit s’exercer, comme la grammaire, l’orthographe, le calcul et la bicyclette. Pour les entreprises, il ne s’agit certainement pas de se passer des codeurs mais de continuer à recruter les meilleurs. Et pour les plus jeunes, il s’agit plus que jamais de continuer à apprendre à coder. L’enseignement du code instauré dès la classe de seconde va dans la bonne direction. Il reste à s’assurer que les cours suivront le rythme des évolutions technologiques. Jules Vallès dédiait son roman « Le Bachelier » « à ceux qui, nourris de grec et de latin, sont morts de faim ». Comme le grec et le latin en leur temps, le code a été promu au rang des savoirs fondamentaux. Gageons qu’il continuera à faire vivre encore longtemps ses disciples.

(*) Directeur monde de BCG X, l’entité tech du Boston Consulting Group (BCG)
Source : Les Echos